

TROISIÈME ÉDITION DU SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

LE PREMIER MINISTRE VISITE LES STANDS DE L'EXPOSITION ÉCONOMIQUE AUX CÔTÉS DES CHEFS DES DÉLÉGATIONS PARTICIPANTES

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a pris part aux travaux de la troisième édition du Sommet Russie-Afrique, dont les travaux ont débuté, mercredi à Moscou (Russie), et a visité, aux côtés des chefs des délégations participantes, les stands de l'exposition dédiée aux dernières solutions russes dans les principaux secteurs économiques.



P.4

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Jeudi 18 Joumada El Ouela 1448 - 29 Octobre 2026 - N° 1420 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

ARMÉE NATIONALE
POPULAIRE

MISE EN ÉCHEC DE TENTATIVES D'INTRODUCTION DE PLUS DE TROIS QUINTAUX DE KIF



Des tentatives d'introduction de plus de trois (3) quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc ont été mises en échec par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP.

P.16

CISJORDANIE OCCUPÉE

PLUS DE 3 000 PERSONNES CONTRAINES DE QUITTER LEURS FOYERS FACE À L'ESCALADE DES OPÉRATIONS SIONISTES

Roland Friedrich, directeur des affaires de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), a fait part de sa profonde préoccupation quant à la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire à El-Khalil, dans le sud de la Cisjordanie occupée, où des agressions sionistes se poursuivent depuis près d'une semaine.

P.7

L'ÉVÉNEMENT

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DE COORDINATION



P.3

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mercredi, une réunion de coordination, indique un communiqué de la Présidence de la République.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

KOUIDRI DISCUTE EN ALLEMAGNE DE L'ACQUISITION D'UNE LIGNE DE PRODUCTION DE VACCINS

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a tenu, mercredi au siège de la société allemande Syntegon, des discussions visant à finaliser les négociations relatives à l'acquisition d'une ligne de production de vaccins au profit du groupe public Saidal, indique un communiqué du ministère.

P.4

64^E ANNIVERSAIRE DU RECOUVREMENT DE LA SOUVERAINETÉ SUR LA RADIO ET LA TÉLÉVISION ALGÉRIENNES

UNE CÉRÉMONIE COMMÉMORATIVE REND HOMMAGE AUX PIONNIERS DU SECTEUR MÉDIATIQUE NATIONAL

Une cérémonie commémorative a été organisée mercredi devant le siège de la Radio et de la Télévision algériennes, à l'occasion du 64e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale sur ces deux établissements, célébré chaque année le 28 octobre.

Par Halim Derdar

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, M. Abdelmalek Tacherift, du conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, M. Kamel Sidi Said, ainsi que de responsables de la Radio et de la Télévision, de cadres du secteur de la

communication et de journalistes. À cette occasion, l'hymne national a été écouté, une gerbe de fleurs déposée et la Fatiha récitée à la mémoire des journalistes et des techniciens qui ont contribué au recouvrement de la souveraineté nationale sur ces deux établissements. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de la Communication a salué la détermination de la première génération de journalistes et de techniciens qui, après le recouvrement de la souveraineté na-

tionale sur la radio et la télévision, ont relevé le défi de poursuivre la diffusion et d'en assurer la continuité. M. Bouslimani a appelé les professionnels des médias d'aujourd'hui à prendre exemple sur leurs prédécesseurs, en se mobilisant « pour faire face à toutes les attaques auxquelles le pays est confronté de la part de parties hostiles et accompagner les efforts de développement engagés ». De son côté, le directeur général de la Radio nationale, M. Hicham Al-lali, a indiqué que le recouvrement de

la souveraineté nationale sur la radio et la télévision constitue « une étape marquante de l'histoire médiatique nationale, qui mérite que l'on s'y arrête afin de se remémorer les sacrifices de nos prédécesseurs et d'en tirer les enseignements ». Il a souligné, dans le même contexte, l'importance du rôle dévolu aux médias dans l'accompagnement des efforts de développement dans l'ensemble des secteurs.

H.D

FORUM MONDIAL DE L'INVESTISSEMENT 2026 L'ALGÉRIE PRÉSENTE SA RÉFORME À DOHA

À l'occasion des travaux de la 9e édition du Forum mondial de l'investissement 2026, tenue du 25 au 27 octobre à Doha, au Qatar, M. Omar Rekkache, directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a présenté l'expérience de l'Algérie en matière de transformation de son système d'investissement. Cette présentation s'est appuyée sur plusieurs démarches, notamment la modernisation du cadre juridique, la numérisation des services, la simplification des procédures administratives et la facilitation de l'accès au foncier économique.

Par Ikram Haou

Cette intervention a eu lieu lors d'une table ronde de haut niveau intitulée « Accompagner une nouvelle ère d'investissement : le rôle des agences de promotion de l'investissement et des zones économiques spéciales », tenue en présence de l'ambassadeur d'Algérie auprès de l'État du Qatar, M. Salah Attia. À cette occasion, M. Rekkache a expliqué que des défis se posaient dans la transformation radicale de l'investissement mondial. Ces défis dépassent la simple attraction des investisseurs pour englober la concrétisation des projets et la mise en place d'écosystèmes productifs intégrés. Il a également cité l'exemple de l'Algérie en matière de réforme de son système d'investissement et de développement des mécanismes d'accompagnement des projets.

Il a en outre évoqué les bienfaits de la complémentarité des rôles entre les institutions algériennes chargées de l'investissement : l'AAPI assure ainsi les missions de promotion de la destination Algérie, de ciblage des investisseurs et de développement des partenariats, tandis que le Guichet unique national de l'investissement se charge du traitement des procédures et des décisions liées aux projets. S'agissant des zones économiques spéciales (ZES), M. Rekkache a déclaré qu'il importait de les développer en tant qu'écosystèmes productifs intégrés. Ceux-ci reposent sur les infrastructures, l'énergie, les services logistiques et les compétences humaines, tout en étant liés aux fournisseurs locaux, aux chaînes de valeur et aux marchés internationaux, a-t-il souligné. Selon le même responsable, l'objectif des ZES ne se limite pas à l'attraction des investissements : il

s'étend au renforcement des liens avec l'économie nationale, au développement de la sous-traitance locale, au transfert de technologie, à la hausse des exportations et à la diversification de la production. Tout en insistant sur l'évaluation de la performance des agences de promotion de l'investissement, il a précisé que le nombre de projets enregistrés et le volume des investissements annoncés, malgré leur importance, restent insuffisants pour mesurer à eux seuls les résultats réels. Il est donc nécessaire d'inclure les projets entrés en phase de production, la valeur ajoutée créée, les emplois générés, le transfert technologique et le développement des exportations. Les participants ont également abordé, durant cette rencontre, les opportunités d'attraction des investissements directs étrangers (IDE) liés à l'intelligence artificielle, ainsi que les moyens d'exploiter cette

technologie pour optimiser la performance des agences de promotion de l'investissement et des ZES et améliorer les services proposés aux investisseurs. Il convient de rappeler que la table ronde de haut niveau a été organisée par quatre organisations : la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Association mondiale des agences de promotion des investissements (WAIPA), l'Alliance mondiale des zones économiques spéciales (GASEZ) et l'Agence de promotion de l'investissement du Qatar (Invest Qatar). L'objectif était de favoriser l'échange d'expertises afin de renforcer les capacités des agences de promotion et des ZES à attirer les investissements et à préserver leur compétitivité face aux mutations de l'investissement mondial.

I.H

GRIPPE SAISONNIÈRE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION 2026-2027

Dans le cadre des efforts visant le renforcement du système national de prévention et l'amélioration de la sécurité sanitaire, le ministère de la Santé a lancé la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière pour la saison 2026-2027.

Par Malika Azeb

Cette campagne préventive vise à endiguer la propagation du virus de la grippe saisonnière et à éviter toute pression éventuelle sur les structures de santé, en brisant la chaîne de transmission et en protégeant les catégories les plus vulnérables et les plus exposées aux complications graves, a indiqué le ministère. Dans ce contexte, le directeur général de la prévention et de la promotion de la santé, Djamel Fourar, a fait état de la disponibilité de plus de deux millions de doses de vaccin pour cette saison, dont 1,6 million de doses ont été préalablement distribuées aux établissements hospitaliers et aux structures de santé de proximité à travers tout le territoire national, afin d'en garantir la disponibilité immédiate. M. Fourar a précisé que cette campagne repose sur un vaccin produit localement, fruit d'un partenariat stratégique engagé depuis deux ans

entre le groupe Saidal et les laboratoires Abbott, illustrant ainsi la volonté nationale de renforcer la souveraineté pharmaceutique et sanitaire. Le ministère de la Santé recommande fortement la vaccination contre la grippe saisonnière aux personnes âgées de 65 ans et plus, aux enfants, aux adultes atteints de maladies chroniques, aux femmes enceintes ainsi qu'aux professionnels de la santé. « La vaccination constitue un moyen important de réduire le risque de complications graves et de décès associés à la grippe saisonnière », a rappelé le Dr Fourar. Pour les professionnels de la santé, la vaccination constitue un moyen de protection individuelle et collective contribuant à limiter la transmission du virus aux patients pris en charge dans les établissements de santé. Le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, Fawzi Derrar, a rappelé la nécessité de se faire vacciner dès à présent, précisant que le corps humain a besoin d'environ trois

semaines pour développer une immunité suffisante et efficace. Il a mis en garde contre la tendance à reporter la vaccination jusqu'au mois de janvier, expliquant « qu'il s'agit d'un calendrier tardif qui réduit l'efficacité préventive du vaccin, car il coïncide avec le pic épidémique ». L'enjeu est d'encourager les populations à se faire vacciner dans les délais appropriés, afin de renforcer la protection individuelle et collective durant la saison grippale. Il a également insisté sur le fait que « la réussite de la campagne repose sur le renforcement de l'immunité au sein de la société afin de freiner la propagation du virus ». Le directeur général de l'Institut national de santé publique (INSP), Yazid Aoudia, a, de son côté, mis en avant le rôle essentiel de la sensibilisation, saluant la contribution des médias aux efforts consentis dans ce domaine. Au-delà de la disponibilité du vaccin, la réussite de cette campagne re-

pose également sur l'information et la sensibilisation de la population. À ce titre, le ministère de la Santé a invité les médias publics et privés à diffuser des messages de prévention, à expliquer les bénéfices de la vaccination et à corriger les idées reçues. M. Yazid Aoudia a expliqué que la vaccination vise avant tout à « prévenir les infections virales, à réduire leur gravité, à faire baisser les taux de mortalité et à prévenir les complications liées aux maladies chroniques », alertant sur le fait que « la grippe saisonnière demeure une maladie susceptible de provoquer de graves problèmes de santé chez les catégories concernées lorsque les mesures de prévention sont négligées ». À noter que le vaccin est disponible gratuitement dans les centres de vaccination habituels des établissements de santé publique pour les personnes âgées atteintes de maladies chroniques, conformément aux conditions en vigueur.

M.A.

L'ÉVÉNEMENT

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE UNE RÉUNION DE COORDINATION

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mercredi, une réunion de coordination, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion de coordination.

Ont pris part à cette réunion, le Général d'Armée Saïd Chane-griha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, M. Ahmed Attaf, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Commu-



nauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, le Général de Corps d'Armée Mustapha Smaili, Commandant des Forces terrestres, le Général-Major Zoubir Ghouila, Commandant des Forces aériennes, le Général-Major Hamid Fekkane, Chef du Département emploi-préparation de l'Etat-Major de l'ANP et M. Abdelaziz Medjahed, Directeur général de l'Institut national d'études de stratégie globale", lit-on dans le communiqué.

RA

ASSISES NATIONALES SUR LA MÉMOIRE ET L'HISTOIRE

FIN DES TRAVAUX DES ATELIERS INAUGURAUX

Les travaux des ateliers inauguraux des Assises nationales sur la Mémoire et l'histoire, organisées par le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont pris fin mercredi soir au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal.

Deux jours durant, les participants ont abordé plusieurs axes portant notamment sur "les institutions nationales chargées de la Mémoire, les législations et politiques publiques connexes, la récupération des restes mortuaires et des archives, la place de la Mémoire nationale dans l'enseignement et la diplomatie historique". Les participants se sont également examiné plusieurs questions, notamment "les insuffisances en matière d'archives et de numérisation, les problématiques liées à l'enseignement de l'histoire et le faible investissement dans la mémoire orale". Les ateliers thématiques organisés dans le cadre de ces assises ont constitué un espace de réflexion collective et de concertation scientifique, avec la participation d'un panel d'enseignants universitaires, de spécialistes, de représentants d'instances nationales et d'acteurs du domaine historique. Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, M. Abdelmalek Tacherift, avait indiqué que ces assises, placées sous le slogan "Mémoire d'une patrie, histoire d'une nation, avenir des généra-

tions", ont été organisées conformément aux orientations du président de la République dans son message à l'occasion de la Journée nationale de la mémoire (8 mai 2026), commémorant l'anniversaire des massacres du 8 mai 1945. Ces assises, coïncidant avec la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale, "visent à permettre à tous les secteurs et composantes de la société de se concerter autour du dossier de la mémoire, en tant que question d'intérêt général, qui était des années durant cantonnée aux élites, aux tribunes universitaires et aux conférences conjoncturelles, jusqu'à ce que le président de la République la prenne en charge personnellement pour donner à ce dossier toute l'importance qu'il mérite et en faire une question d'intérêt public fédératrice", avait-il souligné. Rappelant les initiatives lancées par le président de la République dans ce cadre, le ministre a notamment cité l'institution de la Journée nationale de la mémoire, l'observation d'une minute de silence à la mémoire des martyrs des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, la récupération des restes mortuaires des figures de la Résistance et leur réinhumation en Algérie, et la création de la chaîne de la mémoire.

RA

COLLISION DE DEUX TRAINS À TOLÈDE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES AU ROI D'ESPAGNE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, mercredi, un message au roi d'Espagne, Felipe VI, dans lequel il lui a présenté ses sincères condoléances à la suite de la tragique collision de deux trains à Tolède, assurant sa Majesté ainsi que le peuple espagnol ami de sa sympathie et de sa solidarité.

"Majesté, en cette douloureuse et difficile circonstance, alors que votre pays ami est endeuillé par la tragique collision de deux trains à Tolède, ayant fait de nombreuses victimes et plusieurs blessés, je tiens à vous faire part, ainsi qu'au peuple espagnol ami, au nom de l'Algérie, peuple et gouvernement, et en mon nom personnel, de ma vive émotion, de ma profonde sympathie et de mon entière solidarité, alors que vous faites face aux consé-

quences douloureuses de ce tragique accident", lit-on dans le message de condoléances. "Tout en vous présentant, ainsi qu'aux familles des victimes et au peuple espagnol ami, mes sincères condoléances, je tiens à réitérer à votre Majesté, au gouvernement et au peuple espagnols, ma pleine solidarité et ma sympathie dans cette épreuve particulièrement douloureuse. Tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés, je demeure convaincu que votre gouvernement saura atténuer les conséquences de cette tragédie", a poursuivi le président de la République. "Je vous prie d'agréer, Majesté, l'expression de ma très haute considération et de mon profond respect", a conclu le président de la République.

RA

ENVIRONNEMENT

UNE PARTICIPATION ALGÉRIENNE ACTIVE ATTENDUE À LA COP31 EN NOVEMBRE EN TURQUIE

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a souligné, mercredi à Alger, l'importance de la participation algérienne attendue à la 31e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP31), qui se tiendra en novembre prochain à Antalya (Turquie).

Présidant une réunion de coordination, en présence des membres de la Commission nationale chargée de l'élaboration du Plan national d'adaptation au changement climatique, et de la Représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Natasha Van Rijn, la ministre a souligné la disposition de l'Algérie, en coordination avec le ministère des Affaires étrangères et les agences onusiennes, notamment le PNUD, à participer "activement" aux travaux de la COP31, prévue du 9 au 20 novembre.

Mme Krikou a indiqué que l'Al-

gérie mettra en avant, lors de cette conférence, "ses efforts soutenus en matière d'adaptation au changement climatique à travers les différents secteurs concernés, ainsi que les résultats obtenus en matière d'engagements internationaux sur le climat".

Les discussions mondiales porteront sur le financement, l'adaptation au changement climatique, le soutien international aux communautés dans la mise en œuvre de leurs engagements internationaux, les contributions déterminées au niveau national (CDN), ainsi que l'établissement d'échéanciers clairs pour la transition énergétique.

La ministre a, à cet égard, souligné que l'Algérie a adopté une stratégie globale d'adaptation au changement climatique, axée essentiellement sur la transition énergétique, conformément au programme national des énergies renouvelables, qui vise à produire 15.000 mégawatts à l'horizon 2035, la diversification des projets,

notamment à travers les centrales solaires et l'hydrogène vert, le renforcement de l'efficacité énergétique et la rationalisation de la consommation.

Dans le même contexte, Mme Krikou a affirmé que le Plan national d'adaptation au changement climatique, élaboré par une commission spéciale, en coordination avec le PNUD, constitue "un cadre de référence pour orienter l'action climatique nationale et renforcer la complémentarité entre les différentes mesures et politiques sectorielles concernées".

Ce plan comprend 211 mesures articulées autour de plusieurs axes : le renforcement de la prévention des risques climatiques pour protéger les populations, les infrastructures et les services essentiels, le renforcement de la capacité à faire face au stress hydrique, à travers l'anticipation de la réalisation et de la mise en service de stations de dessalement de l'eau, le soutien aux capacités des systèmes agricoles et à la sé-

curité alimentaire, la protection des écosystèmes et de la biodiversité, le renforcement des systèmes sanitaires et sociaux, ainsi que la gouvernance, le financement, le suivi et l'évaluation.

Dans son intervention, la ministre a également évoqué la teneur du projet de loi de finances (PLF) 2027, notamment la proposition de création d'un Fonds national de réparation des dommages causés par le changement climatique, destiné à financer les interventions d'urgence pour la prise en charge des pertes matérielles résultant des intempéries, ainsi que la mise en place d'une plateforme nationale de veille et d'alerte précoce, en coordination avec le Haut-commissariat à la numérisation.

De son côté, la Représentante résidente du PNUD a salué les efforts déployés par l'Algérie dans le secteur de l'environnement et les domaines connexes, ainsi que ses engagements et sa "vision claire" en la matière.

RA

ACTUALITÉS NATIONALES

TROISIÈME ÉDITION DU SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

LE PREMIER MINISTRE VISITE LES STANDS DE L'EXPOSITION ÉCONOMIQUE AUX CÔTÉS DES CHEFS DES DÉLÉGATIONS PARTICIPANTES

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a pris part aux travaux de la troisième édition du Sommet Russie-Afrique, dont les travaux ont débuté, mercredi à Moscou (Russie), et a visité, aux côtés des chefs des délégations participantes, les stands de l'exposition dédiée aux dernières solutions russes dans les principaux secteurs économiques.

Par Youcef Hamidi

Cette visite a permis aux délégations participantes de prendre connaissance des principales technologies de pointe présentées par la Russie dans les domaines de l'énergie, de l'exploitation des ressources naturelles, des produits alimentaires et des médicaments, ainsi que des infrastructures numériques et financières.

Auparavant, le Premier ministre avait assisté à la séance d'ouverture du Forum économique et humanitaire, organisé dans le cadre des travaux du Sommet, coprésidé par le président de la Fédération de Russie, Vladimir

Poutine, et le président de la République du Burundi et président en exercice de l'Union africaine (UA), Evariste Ndayishimiye.

Ce forum enregistre une large participation d'organismes gouvernementaux, de représentants d'organisations internationales, des secteurs de la finance et des affaires et des milieux scientifiques, ainsi que de plusieurs experts de Russie et de pays africains.

Les travaux du forum sont axés



sur l'examen des voies de renforcement de la coopération russo-africaine dans des domaines vitaux, essentiellement le commerce, l'investissement, l'énergie, la transformation numérique et la sécurité alimentaire.

Le Sommet et le Forum sont consacrés à l'examen de plusieurs questions liées au développement du partenariat russo-africain, notamment le renforcement des échanges

commerciaux et des investissements et l'élargissement de la coopération dans les secteurs stratégiques.

Les opportunités de coopération économique entre la Russie et les pays africains seront également examinées à travers des séances-débats portant sur le commerce, l'investissement, l'industrie, le transfert de technologies, la sécurité alimentaire, l'énergie, la numérisation, les soins de santé, l'éducation et la

recherche scientifique.

Selon le programme, le Sommet verra l'organisation du Forum des médias Russie-Afrique, avec la participation de responsables d'agences de presse et d'organisations médiatiques africaines, pour explorer les perspectives de coopération médiatique, lutter contre la désinformation et renforcer la présence des médias africains sur la scène internationale, tout en discutant des défis posés par la transition numérique au secteur de l'information.

L'exposition "Plateforme du développement durable", qui met en avant des solutions russes de pointe dans plusieurs secteurs économiques vitaux, est également prévue dans ce cadre.

Le deuxième jour du Sommet, placé sous le thème "Pour la paix, la sécurité et le développement", sera marqué par la tenue de deux séances plénières, qui seront couronnées par une Déclaration finale, une Déclaration sur la coopération en matière d'intelligence artificielle, le Plan d'action Russie-Afrique 2027-2029 et la signature de plusieurs accords économiques.

RA

SOMMET EURO-MÉDITERRANÉEN DES CONSEILS ÉCONOMIQUES

M. BOUKHARI À LISBONNE

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), président de l'Union des conseils économiques et sociaux arabes et institutions similaires (UCESAIS), Mohamed Boukhari, a participé, à Lisbonne, au Sommet euro-méditerranéen des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires, indique mercredi un communiqué du CNESE.

Dans une allocution prononcée lors de cette rencontre de deux jours, qui s'est ouverte mardi, M. Boukhari a mis en avant "le rôle actif de l'Algérie en tant que partenaire fiable reliant les deux rives de la Méditerranée et transformant les défis climatiques communs en opportunités de stabilité, de prospérité et de rapprochement entre les peuples".

Il a en outre souligné que l'innovation, le développement de l'entrepreneuriat et le renforcement des compétences des jeunes "nous invitent à approfondir

la réflexion sur les conditions économiques à même de contribuer à la concrétisation d'une dynamique de réussite commune, à travers le Pacte pour la Méditerranée".

Cet événement a réuni une centaine de participants, notamment des représentants d'organisations de la société civile de la région euro-méditerranéenne, des représentants de la jeunesse ainsi que des délégués des gouvernements de l'Union européenne et de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), précise le communiqué.

La rencontre visait à contribuer à la bonne mise en œuvre du Pacte pour la Méditerranée, en mettant particulièrement l'accent sur les mesures prévues dans les domaines des compétences, de l'employabilité, de l'insertion sur le marché du travail et du développement durable dans la région, conclut le communiqué.

RE

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

M. KOURTEL DISCUTE AVEC LE GROUPE SAOUDIEN

"SAVOLA" LES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a reçu, mercredi à Alger, une délégation du groupe saoudien "Savola", opérant dans le secteur des industries agroalimentaires, conduite par le président du groupe, Sameh Hassan, en présence du Directeur général de la filiale du groupe en Algérie, indique un communiqué du ministère.

La rencontre, tenue en présence de cadres du ministère, a été consacrée à l'examen des activités du groupe en Al-

gérie et des perspectives de leur développement à court terme, selon une approche axée sur l'augmentation du taux d'intégration locale et le renforcement des capacités de production, précise la même source.

La rencontre a également permis d'examiner les possibilités d'élargissement des investissements du groupe et de renforcement de sa présence sur le marché national, ajoute le communiqué.

RE

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

KOUIDRI DISCUTE EN ALLEMAGNE DE L'ACQUISITION D'UNE LIGNE DE PRODUCTION DE VACCINS

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a tenu, mercredi au siège de la société allemande Syntegon, des discussions visant à finaliser les négociations relatives à l'acquisition d'une ligne de production de vaccins au profit du groupe public Sidal, indique un communiqué du ministère.

La rencontre, tenue dans le cadre de la visite de travail effectuée par le ministre en Allemagne, à la tête d'une délégation comprenant le Directeur général et des cadres du groupe Sidal, a été consacrée à l'examen de plusieurs questions liées au projet, notamment le calendrier de livraison de la ligne de production et ses capacités industrielles, précise la même source.

Cette démarche intervient dans le cadre

de la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la souveraineté sanitaire nationale et à atteindre l'indépendance sanitaire, à travers l'approvisionnement du marché national en vaccins fabriqués localement selon un processus de production intégré englobant l'ensemble des vaccins inscrits au calendrier national de vaccination, ajoute le communiqué.

Les ambitions du groupe Sidal dépassent la seule couverture des besoins nationaux pour s'étendre à l'exportation de vaccins vers les pays africains par le biais des programmes d'approvisionnement du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), favorisant ainsi l'accès des produits algériens aux

marchés africains et internationaux, souligne la même source.

La future ligne de production servira de socle industriel pour la concrétisation effective des accords conclus avec de grands fabricants internationaux de vaccins, visant à établir une fabrication intégrée selon un cycle de production complet, tout en garantissant le transfert de technologie au profit de Sidal.

Au terme de sa visite, M. Kouidri a découvert les plus récents équipements de fabrication développés par la société Syntegon, reposant sur des technologies de pointe et fonctionnant de manière entièrement automatisée sans intervention humaine.

RE

APRÈS LE FORUM NATIONAL SUR LE TOURISME THERMAL
PLAIDOYER POUR UN LABEL NATIONAL

Les participants au Forum national sur le tourisme thermal ont clôturé leurs travaux. Ils ont recommandé de créer un label de qualité spécifique aux stations thermales algériennes, afin d'attirer davantage de voyageurs et de renforcer la compétitivité du pays face à la concurrence internationale.

Par Hamida Indja

La cérémonie de clôture a été présidée par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, en présence du wali de Guelma, Samir Chibani.

Selon les recommandations de cette réunion, la création d'un label de qualité unique pour les bains chauds en Algérie permettrait de mettre en valeur les richesses naturelles en eau chaude du pays et d'assurer un service de très haute qualité.

Il a également été proposé de concevoir de nouveaux parcours touristiques spécialement dédiés aux bains chauds et d'établir des règles claires et communes pour classer les stations thermales.

Les participants ont souligné la nécessité d'améliorer et de diversifier l'offre liée aux bains chauds. Ils souhaitent créer des offres complètes destinées aux familles algériennes et aux touristes étrangers. Ces offres devraient combiner hébergement, repos, soins thermaux et loisirs. Selon eux, cela contribuerait à rendre l'Algérie plus attractive pour les voyageurs et à attirer davantage de touristes.

Ils ont demandé que l'eau chaude naturelle soit bien protégée et que des



plans intelligents soient élaborés pour gérer les stations thermales selon des règles scientifiques. L'objectif est d'utiliser cette ressource de manière rationnelle, sans la gaspiller, et de préserver ces richesses pour l'avenir. Ils ont aussi souhaité que les propriétaires de bains chauds et les agences de voyage signent des accords de collaboration.

Les participants ont également recommandé de créer une liste officielle pour structurer les métiers des bains chauds, de créer de nouveaux postes et d'améliorer les professions liées aux soins par l'eau thermale.

Selon eux, cela aiderait à améliorer

la qualité du service, à renforcer l'équipe médicale, à mieux faire dialoguer les spécialistes entre eux et à organiser des formations régulières afin que l'encadrement médical et les responsables puissent acquérir de nouvelles connaissances sur les plans scientifique et technique.

S'agissant du numérique dans le tourisme, les participants ont insisté sur la nécessité de regrouper tous les programmes informatiques dans un seul système. Ils demandent également la création d'un dossier de santé numérique pour chaque patient, pouvant être consulté facilement par les médecins, la sécurité sociale et les

responsables de la station.

En matière d'investissement, les participants ont demandé de renforcer le partenariat public-privé et de rechercher des idées pour attirer davantage d'investisseurs. L'ensemble devra être soutenu par les banques, avec des facilités d'accès à des crédits à long terme. Enfin, ce forum a réuni plus de 200 acteurs du secteur du tourisme : des experts, des investisseurs, des responsables de stations algériennes, des spécialistes étrangers venus d'Italie, de Chine et d'Azerbaïdjan, ainsi que plusieurs diplomates en poste dans notre pays.

H I

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES À SIDI BEL-ABBÈS
PLUS DE DEUX MILLIONS DE
QUINTAUX ATTENDUS

Par Kahina Baghdad

La wilaya de Sidi Bel-Abbès attend une production globale de plus de deux millions de quintaux de céréales, toutes variétés confondues, pour la campagne de labours-semailles récemment lancée, a indiqué la direction des services agricoles (DSA). Ces prévisions reposent surtout sur l'extension des superficies consacrées au blé dur, au blé tendre et à l'orge, ainsi que sur des mesures préventives destinées à améliorer les rendements à l'hectare. Leur réalisation dépend aussi du respect rigoureux de l'itinéraire technique, de l'extension des superficies irriguées d'appoint et de l'utilisation optimale de variétés améliorées et résistantes aux aléas climatiques.

La même source précise que le plan agricole prévoit la mobilisation de 132.326 hectares pour les labours-semailles, la programmation de 11.356 hectares pour la fertilisation, de 15.500 hectares pour le désherbage et la réservation de 7.000 hectares à l'irrigation d'appoint, afin d'améliorer les rendements et de faire face au déficit hydrique.

Sur les plans logistique et technique, d'importants moyens ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de la saison : plus de 70.000 quintaux de semences et 165 engins et équipements agricoles diversifiés, dont des semoirs, des épandeurs d'engrais, des tracteurs et des charrues, ont été mis à

la disposition des producteurs par les coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) des communes. Dans ce cadre, les autorités locales ont insisté sur la nécessité de mobiliser tous les moyens matériels et humains, d'assurer un approvisionnement régulier en intrants agricoles, notamment en semences et en engrais, et de renforcer l'accompagnement de proximité des agriculteurs. Ces mesures doivent garantir le respect des itinéraires techniques et des calendriers de semis, afin d'atteindre les objectifs fixés et de renforcer la sécurité alimentaire. Cette campagne sera aussi marquée par des actions de vulgarisation et de sensibilisation menées par des caravanes mobiles dans les différentes daïras. Ces opérations visent à familiariser les producteurs avec les techniques modernes de préparation des sols et le choix de variétés tolérantes à la sécheresse, tout en encourageant la mise en valeur des terres en jachère, la souscription à l'assurance agricole et l'accès aux dispositifs d'aide et de soutien disponibles, notamment le crédit "R'fig", a conclu la même source. Les services agricoles suivront de près cette campagne et pendant toute cette campagne afin de vérifier l'application des calendriers de semis, l'utilisation rationnelle de l'eau d'irrigation, l'accès des producteurs aux semences et aux engrais, ainsi que le recours aux techniques modernes et aux variétés adaptées au climat de la wilaya.

K.B

MOSTAGANEM
LANCEMENT DU PROJET DE
RACCORDEMENT DE LA COMMUNE
D'OULED-BOUGHALEM AU GAZ
NATUREL

Les travaux de réalisation du projet de raccordement de la commune d'Ouled-Boughalem, à l'est de la wilaya de Mostaganem, au réseau de gaz naturel ont débuté hier, indique un communiqué de la cellule de communication du cabinet du wali. La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a supervisé, mercredi, le lancement des travaux de réalisation de ce projet, qui vise à alimenter en gaz naturel plus de 2 000 logements, dans le cadre des festivités marquant le 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale. Le projet comprend la réalisation d'un réseau de transport de gaz naturel sur une longueur de 16,5 km, pour une enveloppe financière estimée à 400 millions de dinars, a-t-on souligné de même source. Cette étape sera suivie de la réalisation du réseau de distribution à l'intérieur du centre de la commune, situé à plus de 90 km du chef-lieu de wilaya. Le réseau de distribution, d'une longueur de plus de 34 km, permettra de raccorder 2 025 logements à cette énergie, pour un coût de 586 millions de dinars, ajoute la même source.

La commune d'Ouled-Boughalem est la dernière collectivité locale de la wilaya de Mostaganem à être raccordée au gaz naturel, après le raccordement des 31 autres communes. A cette même occasion, le réseau de gaz naturel a été mis en service au village de Sidi-Khaled, relevant de la commune d'Ouled-Maallah, à la faveur de la réalisation d'un réseau de plus de 8 km en l'espace de trois mois.

Ce projet, dont le coût total s'élève à 19 millions de dinars, permettra à 215 foyers de bénéficier du gaz naturel. Il contribuera ainsi à l'amélioration des conditions de vie des habitants et au renforcement de leur accès aux services essentiels, selon la même source.

Le programme des festivités prévoit également le renforcement de l'approvisionnement en eau potable de sept villages relevant de la commune de Sour, grâce à la mise en service d'une station de pompage.

Il prévoit aussi l'amélioration de l'alimentation en eau du village d'Ouled-Amar, relevant de la commune de Stidia, à travers l'inauguration d'un nouveau réservoir d'une capacité de 250 mètres cubes.

R.R

HYDROCARBURES

LE PÉTROLE VÉNÉZUÉLIEN FAIT SON GRAND RETOUR SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN

Les États-Unis prennent le contrôle d'une partie du pétrole vénézuélien. Un accord signé par Les Etats-Unis permet désormais d'acheminer directement l'or noir du Venezuela vers les raffineries américaines. Cette décision met fin à des années d'embargo et redessine l'économie mondiale.

Par Rihab Taleb

Le sous-sol du Venezuela regorge de richesses inestimables avec plus de 300 milliards de barils de pétrole brut estimés, ce qui représente les réserves prouvées les plus importantes de la planète, surpassant même celles des géants du Moyen-Orient. Cependant, en raison des années d'embargo initié en 2019, de la mauvaise gestion chronique et de la vétusté avancée des infrastructures locales, la production nationale vénézuélienne plafonnait récemment autour de 1,2 million de barils par jour, un chiffre loin du pic historique de plus de 3 millions de barils quotidiens atteint par le passé. L'accord stratégique scellé sous l'égide des Etats-Unis prévoit de mobiliser près de 100 milliards de dollars d'investissements privés internationaux pour propulser à terme la production globale des zones concernées vers l'objectif de 1 million de barils quotidiens rien que pour les champs visés.

La société North American Blue Energy Partners (NABEP), un acteur qui orchestre l'exploitation de dix-sept champs pétroliers majeurs répartis dans des zones névralgiques telles que le lac de Maracaibo et la célèbre ceinture de l'Orénoque. L'accord prévoit que les intérêts américains détiennent une participation de 35% dans la structure de la société et s'assurent surtout le privilège



d'acheter à prix coûtant 20 % de la production de ces gisements, une fois la part de la compagnie nationale PDVSA servie. Ce brut lourd et dense est acheminé par voie maritime vers les côtes américaines, où des raffineries spécialisées et technologiques sont spécialement configurées pour traiter cette consistance spécifique afin d'en extraire des carburants raffinés à haute valeur ajoutée. Pour l'économie américaine, cette opération est vitale pour deux raisons principales. D'abord, il s'agit de sécuriser des approvisionnements énergétiques stables et durables à des tarifs compétitifs, réduisant la dépendance du pays vis-à-vis d'autres zones d'instabilité

mondiale. Ensuite, l'arrivée de ce pétrole supplémentaire sur le marché mondial doit aider à stabiliser, voire à contenir durablement, les prix du carburant à la pompe pour les consommateurs américains, un indicateur politique et économique crucial à l'approche des échéances électorales de mi-mandat.

Du côté du Venezuela, les projections macroéconomiques et les termes du contrat indiquent que ce partenariat de long terme permettra de générer 209 milliards de dollars de recettes fiscales et de redevances rien que pour les vingt-cinq premières années, tout en soutenant des milliers d'emplois directs et indirects pour relancer un secteur large-

ment affaibli et redonner du pouvoir d'achat à une population touchée par l'inflation.

En prenant le contrôle du pétrole vénézuélien, les États-Unis réussissent un grand coup pour leur économie. Cette décision modifie la situation pour tout le monde. Au même temps, de grandes entreprises comme Chevron reviennent en force sur place, ce qui montre que le pays n'est plus bloqué et que les grands groupes occidentaux refont du business. C'est la fin de plusieurs années d'interdictions et de fermeture pour le Venezuela. Même si tout cela est illégal aux yeux du droit international.

R.T

SECTEUR AURIFÈRE GABONAIS

L'ETAT RENFORCE SA SOUVERAINETÉ SUR LES RICHESSES DU PAYS

Par Nawal Bordji

Dans le cadre d'une vaste stratégie de reprise en main de ses richesses naturelles, le Gabon a franchi une étape décisive dans la réorganisation de sa filière or. Suite à la suspension des activités d'extraction à petite échelle décrétée en milieu d'année, les autorités ministérielles ont officialisé la révocation de cinquante-deux autorisations et concessions minières. Cette vague de retraits massifs, qui fait suite à un audit rigoureux entamé en juin, vise à mettre un terme au désordre opérationnel, à stopper les pertes financières béates et à assainir un marché où une fraction considérable du métal précieux échappe encore aux canaux de distribution officiels et aux taxes fiscales.

Cette opération d'envergure offre également à l'État l'opportunité de restructurer la carte des concessions et d'asseoir le rôle prépondérant de la Société équatoriale des mines (SEM). L'entreprise publique est désormais appelée à devenir le bras armé de l'État dans la gestion et la valorisation des ressources métallurgiques nationales. Finalisée le 16 octobre, cette décision ministérielle fait directement écho aux investigations menées au début de l'été après la mise au jour et le démantèlement d'un vaste réseau d'extraction illégale opérant dans la région de la Ngounié. Cependant, le retour de ces périmètres miniers sous le contrôle de la puissance publique ne se traduira pas par une réattribution immédiate à de nouveaux investisseurs. En vertu du cadre juridique fixé par le Code minier de 2019, les titulaires déchus disposent d'un délai légal de

soixante jours après notification pour introduire un recours, une démarche qui suspend automatiquement la décision du ministère. En outre, la législation impose une période de vacance d'au moins trois mois à compter de la parution officielle du décret de retour dans le domaine public avant toute nouvelle affectation. Le calendrier final restera donc tributaire des suites contentieuses. À terme, ces zones stratégiques pourront faire l'objet de nouvelles attributions privées ou repasser sous le contrôle direct de la SEM, laquelle bénéficie d'un droit de préemption prioritaire sur ces gisements et d'un cadre légal lui permettant de nouer des partenariats internationaux. L'opérateur national a d'ailleurs déjà commencé à déployer sa présence en signant plusieurs conventions d'exploitation et en récupérant des permis d'envergure, à l'image du site de Mboumba. La montée en puissance de la société nationale s'effectue à un moment où le secteur privé de l'extraction à petite échelle demeure paralysé par la suspension gouvernementale. Seule la SEM a obtenu, début septembre, le feu vert pour reprendre ses activités de terrain à la suite d'une vérification approfondie de ses protocoles. Car au-delà du simple orpaillage clandestin pratiqué de façon artisanale, les investigations gouvernementales ont révélé des fraudes systématiques commises par des entreprises privées disposant pourtant de titres légaux. Les autorités dénoncent notamment des opérateurs qui profitaient de simples autorisations de recherche pour extraire clandestinement des quantités massives d'or sans s'acquitter des redevances fiscales, avant de rendre leur permis sous le

prétexte fallacieux de prospections infructueuses. L'évaluation précise de ces fuites d'or informel demeure complexe. Si les rapports de transparence comptabilisent une production officielle d'environ 425 kilogrammes par an, des enquêtes internationales indépendantes estiment la production réelle non déclarée entre une et deux tonnes chaque année. À ce manque à gagner s'ajoutent des fuites financières colossales liées au trafic transfrontalier, évaluées à plusieurs dizaines de milliards de francs CFA par les agences environnementales et de protection des parcs nationaux. Pourtant, le Gabon dispose d'une infrastructure industrielle moderne pour transformer sa ressource sur place, matérialisée par un comptoir national de collecte et une raffinerie de haute technologie capable d'absorber jusqu'à dix tonnes de minerai purifié par an. L'objectif avoué des réformes en cours consiste à rendre obligatoire le traitement de la totalité de la production locale au sein de cette usine de raffinage et d'imposer des transactions exclusives via des réseaux de comptoirs dûment agréés. Dans un contexte mondial où les cours de l'or atteignent des sommets historiques autour de 4 000 dollars l'once, l'enjeu financier pour le Trésor public gabonais est devenu majeur. Néanmoins, le transfert des permis vers la structure publique ne suffira pas à éradiquer du jour au lendemain le marché noir : la réussite du plan dépendra prioritairement de la compétitivité des prix d'achat proposés aux producteurs locaux, de la rapidité des transactions financières et de la rigueur de la surveillance policière sur le terrain.

N.B

CISJORDANIE OCCUPÉE

PLUS DE 3 000 PERSONNES CONTRAINTES DE QUITTER LEURS FOYERS FACE À L'ESCALADE DES OPÉRATIONS SIONISTES

Roland Friedrich, directeur des affaires de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), a fait part de sa profonde préoccupation quant à la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire à El-Khalil, dans le sud de la Cisjordanie occupée, où des agressions sionistes se poursuivent depuis près d'une semaine.

Par Yacine Boudali

Dans un communiqué publié mardi soir, Friedrich a indiqué que les habitants d'El-Khalil, la plus grande ville de la Cisjordanie occupée, « vivent dans des conditions sécuritaires extrêmement difficiles » depuis près d'une semaine, imposées par les forces sionistes. D'après ce responsable, une vaste opération menée par les forces sionistes a contraint plus de 3 000 Palestiniens à quitter leurs do-

miciles, entraînant également d'importantes démolitions de maisons et de biens privés. « Un confinement quasi total dans de vastes secteurs d'El-Khalil a considérablement restreint la liberté de circulation des habitants ainsi que leur capacité à accéder aux services essentiels », a-t-il ajouté.

Il a en outre souligné que ces développements « rappellent de manière alarmante les déplacements massifs de population observés dans le nord de la Cisjordanie occupée début 2025, où plus de 34 000

réfugiés palestiniens des camps de Jénine, de Tulkarem et de Nour Chams restent déplacés de force, plus d'un an après ».

« Toutes les personnes déplacées de force doivent être autorisées à regagner leurs domiciles, dans le respect de leur dignité et de leurs droits au regard du droit international », a-t-il encore déclaré.

Depuis le 23 octobre, les forces d'occupation poursuivent leur agression contre la ville d'El-Khalil, entraînant le déplacement forcé de plus de 3 000 Palestiniens, la démolition

de maisons et de biens privés, ainsi que l'imposition de sévères restrictions militaires à la circulation des habitants et à leur accès aux services essentiels.

En étroite coordination avec d'autres partenaires humanitaires, l'UNRWA s'est mobilisé avec le gouvernorat et la municipalité d'El-Khalil pour répondre aux besoins urgents sur le terrain, en distribuant une aide d'urgence, notamment des couvertures, des matelas et des oreillers, aux familles touchées.

Y.B

12 PALESTINIENS ARRÊTÉS PAR LES FORCES D'OCCUPATION SIONISTES À QALQILYA

Au moins 12 Palestiniens ont été arrêtés mercredi par les forces d'occupation sionistes, dans la ville de Qalqilya, en Cisjordanie occupée. Selon des sources locales citées par l'agence de presse palestinienne WAFA, les forces d'occupation sionistes ont mené des incursions dans la ville de Qalqilya et ont pris d'assaut plusieurs domiciles et saccagé leur contenu, avant d'arrêter 12 citoyens palestiniens.

Les forces sionistes ont également pris d'assaut plusieurs habitations dans le quartier Est, notamment celle de Rabie Yasser

Rabaa, qu'elles ont transformée en avant-poste militaire après avoir contraint la famille qui y résidait à évacuer les lieux.

Enfin, pour le deuxième jour consécutif, les forces d'occupation maintiennent la fermeture de l'entrée du village de Nabi Ilyas, à l'est de Qalqilya. Cette mesure entrave les déplacements des habitants et les empêche de rejoindre leur lieu de travail ou d'effectuer leurs activités quotidiennes, a indiqué WAFA.

RI

CAMEROUN

QUATRE CIVILS TUÉS PAR DES HOMMES ARMÉS DANS LE NORD-OUEST DU PAYS

Quatre civils ont été tués mardi lors d'une attaque armée à Koshin, un village dans la région du nord-ouest du Cameroun, ont annoncé mercredi des sources militaires. Selon ces sources, des hommes armés ont surpris les victimes dans leur sommeil dans cette localité de l'arrondissement de Fungom, dans le département de la Menchum. Alertés peu après l'attaque, des éléments du 53e Bataillon d'infanterie motorisée (BIM) ont tendu une embuscade sur l'itinéraire de repli présumé des assaillants, neutralisant trois

d'entre eux. Plusieurs autres, grièvement blessés, auraient réussi à prendre la fuite. Les militaires ont saisi des armes et des munitions, ainsi que sept chargeurs et des téléphones portables. Depuis 2016, les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun sont en proie à un conflit entre les forces gouvernementales et des groupes armés, marqué par des violences, des enlèvements et des déplacements de population.

R.I

ESPAGNE :

AU MOINS 68 MORTS ET 179 BLESSÉS DANS UNE COLLISION DE TRAINS À GRANDE VITESSE

Au moins 68 personnes ont été tuées et 179 autres blessées mercredi matin dans une collision entre deux trains à grande vitesse sur la ligne reliant Madrid à la région méridionale d'Andalousie, ont rapporté des médias espagnols.

L'accident s'est produit vers 8H54 heure locale (7H54 GMT) près de la gare d'Urda, dans la province de Tolède, à environ 120 km au sud de Madrid.

La collision a impliqué un train exploité par la compagnie ferroviaire publique Renfe et un autre exploité par la société privée Iryo.

Des rapports préliminaires suggèrent que le train de Renfe a percuté l'arrière du train d'Iryo, qui aurait été à l'arrêt sur les voies. Deux wagons ont déraillé et dévalé un talus.

L'ambassade de Chine en Espagne a confirmé que quatre ressortissants chinois se trouvaient à bord des trains impliqués dans la collision, au moins un ayant été légèrement blessé.

L'opérateur d'infrastructures ferroviaires

espagnol Adif a confirmé que l'accident a entraîné la suspension des services ferroviaires entre Madrid et l'Andalousie.

Les partis politiques à travers l'Espagne ont annulé les activités prévues mercredi, tandis que des responsables ont exprimé leurs condoléances et leur soutien aux personnes touchées. "Choqué par le grave accident de train à Tolède", a écrit le Premier ministre Pedro Sanchez sur les réseaux sociaux, ajoutant que les services d'urgence sont sur place pour aider les personnes touchées. La collision est survenue neuf mois seulement après un autre accident ferroviaire majeur près d'Adamuz, dans la province méridionale de Cordoue, qui avait fait 46 morts.

RI

SOMALIE

L'ARMÉE DIT AVOIR TUÉ 75 COMBATTANTS SHEBAB

Les forces de l'Armée nationale somalienne ont tué 75 combattants shebab et en ont blessé 56 autres lors d'une opération visant une de leurs bases près du district de Burhakaba (sud-ouest), a annoncé mardi le ministère de la Défense.

Celui-ci a indiqué que cette opération s'inscrivait dans le cadre d'une campagne militaire en cours visant à affaiblir les capacités opération-

nelles du groupe, à démanteler ses bastions et à l'empêcher de se réorganiser.

Des shebab ont attaqué les forces gouvernementales lundi après-midi à l'aide d'un véhicule bourré d'explosifs, endommageant plusieurs véhicules militaires, a ajouté le ministère.

Les shebab ont quant à eux affirmé avoir tué 321 soldats gouvernementaux lors de violents

combats qui ont eu lieu ce jour-là.

Cet affrontement a été l'un des plus meurtriers de ces derniers mois; il s'est produit quelques jours seulement après le lancement par l'armée somalienne de l'opération Banooda dans tout l'Etat du Sud-Ouest.

RI

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA :

LE BILAN S'ALOURDIT À 74.564 MARTYRS ET 175.770 BLESSÉS

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 74.564 martyrs et 175.770 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué mercredi par les autorités sanitaires palestiniennes.

Les corps de 3 martyrs ainsi que 11 blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza

au cours des dernières 24 heures, a indiqué la même source.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre 2025, au moins 1.568 Palestiniens sont tombés en martyrs et 5.649 autres ont été blessés, tandis que les corps de 845 martyrs ont été récupérés, selon les autorités sanitaires.

RI

GABON :

QUATRE PERSONNES TOUJOURS RECHERCHÉES APRÈS LE NAUFRAGE D'UNE PLATEFORME PÉTROLIÈRE

Quatre personnes, dont trois Gabonais et un Croate, sont toujours portées disparues après le naufrage samedi de la plateforme pétrolière Prospector 5 au large de Mayumba, dans le sud-ouest du Gabon, a annoncé mardi soir le vice-amiral Bekale-Meyong, chef d'état-major de la Marine gabonaise et commandant des opérations de recherche et de secours. "Parmi les cinq personnes initialement portées disparues, un ressortissant indien serait décédé des suites d'un choc à la tête, selon des témoignages recueillis auprès des rescapés", a-t-il précisé.

Sur les 110 rescapés recensés, 100 ont été accueillis lundi au port commercial de Port-Gentil, dont 94 ont été orientés vers des structures hospitalières après une première prise en charge médicale et psychologique, tandis que six autres ont été conduits dans une structure médicale pour des soins approfondis. Le président gabonais, Brice Clotaire Oliguenguema, s'est rendu à Port-Gentil pour rencontrer les rescapés et les familles des victimes, réaffirmant l'engagement des autorités à poursuivre les recherches.

RI

CONDUITE AUTONOME

LA CHINE OUVRE SES ROUTES AUX TESTS DE VOLKSWAGEN

Le constructeur allemand a obtenu l'autorisation de tester son système de conduite autonome de niveau 3 sur des routes publiques à Hefei, un marché stratégique où il entend accélérer le développement de ses technologies en vue d'une commercialisation prévue à l'horizon 2027.

Par Yakout Abina

Le groupe automobile allemand Volkswagen accélère le développement de sa technologie de conduite autonome en Chine. Sa filiale locale a annoncé avoir obtenu une autorisation lui permettant de tester sur routes ouvertes son système de conduite autonome de niveau 3 à Hefei, capitale de la province de l'Anhui.

Ce permis ouvre la voie à des essais en conditions réelles de circulation ainsi qu'à la collecte de données à grande échelle, une phase jugée essentielle pour le développement de cette technologie. Le constructeur ambitionne de rendre son système de conduite autonome de niveau 3 commercialement prêt d'ici 2027.

"Chez Volkswagen, la sécurité et la fiabilité sont prioritaires en matière de conduite autonome. Avec ce per-



mis, nous pouvons effectuer des essais en conditions réelles de circulation à Hefei et collecter des données à grande échelle. C'est la prochaine étape sur notre chemin vers la mise en œuvre du niveau 3", a déclaré Ralf Brandstätter, président-directeur général de Volkswagen Group China.

Le niveau 3, également appelé automatisation conditionnelle, permet aux véhicules de prendre en charge certaines tâches de conduite de manière autonome. Le conducteur doit toutefois rester en mesure de reprendre le contrôle lorsque le système le demande. Pour développer cette technologie sur le marché chinois, Volkswagen s'appuie sur CARIZON, une coentreprise créée

entre sa filiale logicielle CARIAD et la société technologique chinoise Horizon Robotics.

Parallèlement, le constructeur a lancé Hyper Sense 8, son premier système d'assistance avancé à la conduite conçu pour fonctionner dans différents scénarios de circulation. Le groupe développe également sa propre puce, baptisée C7H, destinée à atteindre les capacités de niveau 4.

Volkswagen a investi plus de 3,5 milliards d'euros à Hefei, où se situe son principal centre mondial de recherche et développement en dehors de l'Allemagne. Cette structure emploie près de 3 000 ingénieurs et chercheurs spécialisés dans les technologies automobiles.

Hefei s'est imposée comme l'un des principaux pôles chinois dédiés aux véhicules à énergie nouvelle. En 2025, la ville a produit plus de 1,37 million de véhicules électriques et hybrides rechargeables, un record à l'échelle nationale. Elle abrite notamment des constructeurs majeurs tels que JAC, BYD et NIO, ainsi qu'une chaîne d'approvisionnement comprenant les batteries de traction, l'électronique automobile et la conduite intelligente.

L'annonce intervient alors que la Chine accélère l'encadrement réglementaire de la conduite autonome. En décembre dernier, les autorités ont accordé des autorisations conditionnelles à deux modèles de véhicules électriques équipés de systèmes de niveau 3, produits par Changan Automobile et Arcfox, la marque de BAIC Motor. Ces véhicules sont actuellement testés sur des itinéraires définis à Chongqing et Pékin.

En juillet 2026, la Chine a publié une nouvelle norme nationale de sécurité destinée aux véhicules équipés de systèmes de conduite autonome de niveaux 3 et 4. Ce cadre réglementaire, qui entrera en vigueur le 1er juillet 2027, vise à renforcer les exigences en matière de sécurité, de gestion des tâches de conduite dynamique, d'interaction entre l'homme et la machine ainsi que de prévention des usages inappropriés des technologies automobiles.

Y.A

EN RAISON D'INVESTISSEMENTS MASSIFS DANS L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
MICROSOFT VEUT LIBÉRER 60 000 SALARIÉS

Par Nawal Bordji

Engagé dans une vaste réorganisation de ses activités, Microsoft poursuit ses efforts pour maîtriser ses dépenses. Après plusieurs vagues de licenciements, le géant américain de l'informatique propose désormais à près de 60 000 collaborateurs de quitter volontairement l'entreprise en échange d'une indemnisation. Cette initiative, qui concerne environ 27 % de ses effectifs mondiaux, intervient dans un contexte marqué par l'explosion des investissements dans l'intelligence artificielle (IA) et la nécessité de préserver la rentabilité du groupe.

Microsoft cherche à réduire ses charges de fonctionnement sans recourir systématiquement à des licenciements imposés. Pour atteindre cet objectif, l'entreprise américaine vient de lancer un vaste programme de départs volontaires, destiné à une partie importante de son personnel. L'annonce a été faite lundi 26 octobre par Amy Coleman, directrice des ressources humaines du groupe, dans une communication interne adressée aux salariés.

Sur les quelque 223 000 personnes employées par Microsoft dans le monde à la fin du mois de juin, près de 60 000 pourraient bénéficier de cette mesure. Le dispositif représente ainsi l'une des initiatives les plus importantes engagées récemment par l'entreprise pour adapter ses effectifs à l'évolution de ses activités.

Contrairement aux suppressions de postes décidées unilatéralement par la direction, cette nouvelle formule repose sur le volontariat. Les collaborateurs concernés pourront choisir de poursuivre leur carrière au sein de Microsoft ou d'accepter une proposition de départ accompagnée de compensations financières.

Le programme s'adresse principalement aux salariés travaillant aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et en Inde. Il concerne les employés situés jusqu'au niveau 70 de la classification interne de Microsoft, ce qui permet également à certains cadres supérieurs d'y participer. Les principaux dirigeants restent toutefois exclus du dispositif.

Plusieurs branches importantes de l'entreprise sont concernées, notamment Xbox, spécialisée dans les jeux vidéo, Windows +

Devices, chargée des systèmes d'exploitation et des équipements, ainsi que Copilot et CoreAI, deux activités directement liées au développement de l'intelligence artificielle. Les départements des ressources humaines et des finances figurent également parmi les services éligibles.

En revanche, certaines fonctions jugées essentielles au fonctionnement et au développement commercial du groupe ne sont pas intégrées à cette opération. Il s'agit notamment des équipes commerciales, du marketing, de la cybersécurité et de certaines activités d'ingénierie. La participation au programme dépend néanmoins des décisions prises au sein de chaque division. Les responsables disposent d'une certaine autonomie pour déterminer si leurs équipes peuvent bénéficier de cette possibilité.

Autre particularité : contrairement au précédent dispositif de retraite anticipée, aucune condition liée à l'âge ou à l'ancienneté n'est exigée. Les salariés éligibles disposent d'un délai allant jusqu'à la première semaine de décembre pour faire connaître leur décision.

Ceux qui choisiront de partir recevront une indemnité dont le montant sera notamment déterminé en fonction de leur ancienneté et de leur position hiérarchique. Ils pourront également bénéficier du maintien temporaire de certains avantages sociaux et d'un accompagnement destiné à faciliter leur reconversion professionnelle.

Cette initiative intervient après une succession de réductions d'effectifs qui ont touché différentes activités de Microsoft au cours des derniers mois.

En juillet, le groupe avait annoncé la suppression de 4 800 emplois, dont 1 600 immédiatement au sein de sa division Xbox. Pour l'ensemble de l'exercice fiscal 2027, qui prendra fin en juin prochain, la branche consacrée aux jeux vidéo envisageait jusqu'à 3 200 suppressions de postes. D'autres mesures de réduction des effectifs ont ensuite été engagées en septembre.

Microsoft avait également expérimenté, au printemps, un premier programme de départ volontaire sous la forme d'une retraite anticipée. Cette proposition avait été adressée à environ 8 750 salariés américains, dont près d'un tiers avaient finalement accepté de quitter l'entre-

prise. La direction ne s'attend toutefois pas à retrouver un taux de participation aussi élevé dans le cadre de la nouvelle opération. Le nombre de salariés susceptibles d'en bénéficier est beaucoup plus important et les profils concernés sont davantage diversifiés.

Pour Amy Coleman, cette démarche vise à donner aux employés une plus grande liberté dans leurs choix professionnels, tout en permettant aux différentes branches de Microsoft d'adapter leur organisation aux nouvelles priorités du groupe.

L'entreprise insiste cependant sur le fait que cette proposition ne traduit pas nécessairement une volonté de réduire durablement le nombre de ses collaborateurs. Elle reconnaît néanmoins que de nouveaux licenciements pourraient être décidés si l'évolution de ses activités ou ses impératifs économiques l'exigeaient.

Derrière cette politique de maîtrise des dépenses se trouve notamment le coût considérable du développement de l'intelligence artificielle. Microsoft consacre des milliards de dollars à la construction et à l'extension de ses centres de données, à l'acquisition de processeurs graphiques de dernière génération et aux infrastructures énergétiques indispensables à leur fonctionnement. Ces investissements sont nécessaires pour répondre à la demande croissante de puissance de calcul, notamment dans le cadre du développement d'Azure, sa plateforme de services cloud, et de ses solutions d'intelligence artificielle. Cette stratégie place toutefois le groupe face à un défi financier majeur : poursuivre ses investissements technologiques tout en contenant l'augmentation de ses dépenses courantes. La réduction des coûts salariaux apparaît ainsi comme l'un des leviers permettant de dégager des marges de manœuvre financières. Elle s'inscrit dans une transformation plus large de l'organisation de Microsoft, dont les priorités évoluent rapidement avec la généralisation de l'intelligence artificielle.

Les départs volontaires représentent néanmoins eux-mêmes une dépense importante. Le précédent programme de retraite anticipée avait initialement été évalué à environ 900 millions de dollars. Microsoft avait cependant indiqué, à la fin du mois de juillet, que son coût réel s'était révélé inférieur aux estimations.

N.B

BOMBES OUBLIÉES DES DEUX GRANDES GUERRES

UN HÉRITAGE EXPLOSIF

Découverte ce mardi à Müssen, dans le nord de l'Allemagne, une bombe de la Seconde Guerre mondiale a stoppé les trains et fait évacuer tout un quartier. Un fait divers banal outre-Rhin qui rappelle que la terre n'a jamais fini de digérer ses guerres. Ces « reliques » historiques continuent toujours de tuer et de polluer.

Par Chaïmaa Sadou

C'est une scène qui se répète régulièrement en Allemagne. Mardi vers 8h40, un engin suspect est repéré sur un chantier près de la gare de Müssen, petite commune de 1 200 habitants proche de Hambourg. La police parle d'abord d'un objet suspect, puis la Deutsche Bahn confirme. Il s'agit bien d'une bombe de la Seconde Guerre mondiale. Aussitôt, les travaux sont arrêtés, la ligne ferroviaire Hambourg-Rostock est suspendue, des bus de remplacement sont mis en place et les riverains sont évacués dans un rayon de 200 mètres. L'opération de désamorçage est lancée. Rien d'exceptionnel pour le pays.

L'Allemagne reste l'un des territoires les plus pollués au monde par les explosifs. Les Alliés y ont largué environ 1,9 million de tonnes de bombes. Selon les services de déminage allemands, près de 2 000 tonnes de munitions non explosées sont encore découvertes chaque année dans le pays. En août dernier encore, 17 000 personnes avaient dû quitter leur domicile à Dresde après la découverte d'une bombe datant du bombardement de février 1945. Chaque chantier, chaque extension de route ou de gare peut réveiller la guerre.

Ces bombes ne sont pas inertes. Avec le temps, elles deviennent plus instables et plus dangereuses. Et elles tuent encore. Le 3 janvier 2014 à Euskirchen près de Bonn, une vieille bombe a explosé et a tué le conducteur d'une pelleteuse et blessé huit personnes. En juin 2010 à Göttingen, trois démineurs ont été tués et six personnes blessées en tentant de désamorcer une bombe retrouvée sur le chantier d'un stade. En 2006, un ouvrier est mort près de Francfort quand sa trancheuse a touché une bombe. En 1994 déjà, trois ouvriers avaient perdu la vie dans des circonstances similaires. La Seconde Guerre mondiale continue de faire des victimes quatre-vingts ans après sa fin.

Un phénomène mondial

Le phénomène n'est pas propre à l'Allemagne. Il est mondial. En France, on parle de la récolte de fer. Chaque année, les agriculteurs de la Somme, de Verdun ou du Pas-de-Calais ramassent des tonnes d'obus de la Première Guerre mondiale. Le secteur de Verdun de la Zone rouge, ces 100 kilomètres carrés où rien n'a pu repousser pendant des décennies, reste interdit à l'agriculture. Depuis 1918, plus de 1 000 personnes sont mortes en France à cause de ces munitions oubliées. En Belgique, au Laos, au Vietnam, au



Cambodge, en Serbie ou en Angleterre, on retrouve les mêmes scènes. Des écoles évacuées à Londres, des quartiers entiers bouclés à Belgrade, des rizières interdites au Laos, pays le plus bombardé au monde.

Cette pollution a un nom. On l'appelle pollution pyrotechnique ou pollution militaire. Une bombe qui n'a pas explosé laisse dans le sol du TNT, du nitrate d'ammonium, du mercure et du plomb. Ces produits s'infiltrant lentement. Ils contaminent la terre, l'eau souterraine, les nappes phréatiques. Les obus à l'ypérite, ce gaz moutarde de 14-18, continuent de brûler la végétation là où ils pourrissent. Une terre qui a reçu des bombes met des siècles à redevenir propre. C'est une pollution invisible mais durable. Elle empêche de cultiver, de construire, de vivre normalement.

La pollution travaille lentement

La pollution n'est pas seulement spectaculaire les jours d'évacuation. Elle travaille lentement, hors de vue. Les explosifs anciens contiennent des produits chimiques qui peuvent migrer dans les sols et les eaux. Des études menées sur d'anciens sites de munitions ont mis en évidence, dans les sols et les nappes phréatiques, des perchlorates, des substances issues de la dégradation de certains explosifs. À cela s'ajoutent des métaux lourds comme le plomb ou le mercure, libérés par la corrosion des enveloppes. Les Nations unies alertent depuis des années : les restes explosifs de guerre peuvent rendre des sols et des ressources en eau impropres à l'usage pendant des décennies.

Le danger est donc double. Il est humain, par le risque d'explosion. Il est environnemental, par la contamination diffuse qu'il impose aux écosystèmes. Les conséquences se lisent dans les sols, dans les nappes et dans la biodiversité. Une explosion peut détruire la végétation, bouleverser la terre et perturber les habitats naturels. Même sans explosion, la simple présence d'engins suspects empêche d'utiliser des es-

paces, de restaurer des zones humides ou de conduire des projets de protection de la nature.

Pour les communes, la facture est lourde : études de sol, surveillance des nappes, sécurisation des chantiers, dépollution. Pour les agriculteurs, la perte peut être durable : parcelles interdites, rendements en baisse, incertitude sur la qualité des produits.

Sur le terrain, les démineurs doivent parfois interrompre des chantiers entiers, évacuer des quartiers et attendre que chaque engin soit identifié puis neutralisé. Ce travail coûte cher et prend du temps. Mais ne rien faire coûte plus cher encore : un accident, une terre perdue ou une nappe contaminée pèsent longtemps sur les communautés et sur l'environnement. Nettoyer ces héritages exige des moyens techniques et financiers considérables. C'est pourquoi la dépollution des restes de guerre ne relève pas seulement de la sécurité civile. Elle appartient aussi à la politique environnementale et à la santé publique.

Dans cette pollution, il y a pire encore, plus près du sol. Les mines antipersonnel. Petites, en plastique ou en métal, enfouies à ras du sol, elles sont faites pour attendre. Elles ne distinguent pas un soldat d'un enfant ou d'un berger. Et elles attendent des décennies.

L'Algérie face aux mines antipersonnel

Notre pays en connaît un grand bout. Durant la guerre de Libération nationale, l'armée coloniale française a posé des millions de mines le long des lignes Morice et Challe, à nos frontières Est et Ouest, pour empêcher le passage des moudjahidines.

À l'indépendance, ces champs de la mort sont restés. Selon les chiffres du ministère de la Défense nationale, ce fléau a fait 7 300 victimes civiles, dont 4 830 durant la guerre et 2 470 après l'indépendance. Des hommes, des femmes, des enfants fauchés en gardant un troupeau ou en allant à l'école.

L'Algérie a mené l'un des plus

grands chantiers de déminage au monde. Près de 8 854 849 mines ont été détruites et 62 421 hectares de terres agricoles et pastorales ont été dépollués.

Le 8 juillet 1962 à Asla, on enregistrait déjà la première victime après l'indépendance. Longtemps, les cartes complètes des champs de mines n'ont pas été remises. Il a fallu attendre 2007 pour que des plans partiels arrivent, et encore incomplets.

En 2016, l'Algérie a détruit son dernier stock de mines et en 2017, elle a annoncé avoir rempli ses obligations au titre de la Convention d'Ottawa de 1997, qui interdit ces armes, avant même le délai fixé. L'Union européenne a salué l'Algérie comme un exemple à suivre. Mais sur le terrain, la douleur reste. Des associations recensent encore des accidents, des mutilations, des terres qui n'ont pas retrouvé toute leur fertilité. Une mine ne fait pas que mutiler.

Elle empoisonne le sol avec ses composants chimiques et elle empêche une famille d'utiliser son champ pendant des générations. C'est une double peine, humaine et environnementale.

De Müssen à Tébessa, la leçon est la même. Une guerre ne s'arrête pas quand les armes se taisent. Elle reste dans le sol. Elle continue de tuer longtemps après les traités de paix. Elle continue de polluer longtemps après la reconstruction. L'info venue d'Allemagne n'est pas qu'un petit fait divers ferroviaire. Elle est en réalité le rappel d'une dette écologique que l'humanité n'a pas fini de payer. Chaque engin neutralisé est une vie protégée et un sol rendu à sa vocation.

Mais le compte n'est jamais soldé : tant que des terres resteront interdites et que des familles vivront avec le deuil ou la mutilation, la facture humaine et écologique continuera de peser sur bien des générations. Tant qu'une bombe dormira sous une gare et qu'une mine est à l'affût sous un sentier, l'environnement ne sera pas en paix.

C.S

FILIÈRE BANANE

JIJEL DÉSIGNÉE WILAYA PILOTE POUR STRUCTURER LA PRODUCTION NATIONALE

La Direction des services agricoles (DSA) de Jijel a tenu, mercredi au centre de formation d'El Aouana, une réunion régionale de coordination dédiée à l'organisation et à la structuration de la filière banane.

Par Ali Boudefel

Cet événement a rassemblé des représentants issus de sept wilayas : Alger, Blida, Béjaïa, Annaba, Skikda, El Tarf et Jijel. Mme Zahra Rahmani Sayet, sous-directrice de l'animation des organisations professionnelles agricoles au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a expliqué à l'APS que cette initiative vise à

encadrer et sensibiliser les acteurs afin qu'ils se regroupent en coopératives. L'objectif est de mieux structurer et développer le secteur. Elle a précisé que Jijel a été choisie comme wilaya pilote grâce au nombre élevé d'agriculteurs actifs, susceptibles de former un conseil professionnel. Cette structure aura pour mission d'améliorer les rendements et d'atteindre l'autosuffisance en bananes, réduisant ainsi les importations, avec le soutien du ministère. De son côté, M. Bilal Chenioua, directeur des services agricoles, a souligné que cette rencontre traduit la volonté de mettre en avant l'importance de structurer la filière via la création de coopératives et de conseils professionnels, ainsi que par l'extension des surfaces cultivées. Les débats ont également porté sur les perspectives de développement pour les cinq prochaines années.

A.B



ALGÉRIE TÉLÉCOM FORME 15 CORRESPONDANTS DE PRESSE AUX OUTILS NUMÉRIQUES

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SERVICE DU JOURNALISME

Le Centre des compétences d'Algérie Télécom à Saïda a abrité, mercredi, une session de formation sur "L'utilisation de l'intelligence artificielle dans le journalisme", au profit de 15 correspondants de presse, dans le cadre des efforts visant à développer les compétences numériques et à suivre les mutations technologiques dans le domaine des médias, a-t-on appris auprès de ce centre, organisateur de l'initiative.

Cette session de formation, animée durant une journée par le spécialiste en intelligence artificielle, Yacine Ayache, a porté sur plusieurs thématiques liées à l'utilisation des outils d'intelligence artificielle dans la collecte d'informa-

tions, la production de contenus médiatiques et la vérification des informations, ainsi que sur leur rôle dans la facilitation de certaines tâches journalistiques et l'amélioration de l'efficacité professionnelle, selon la même source.

Cette rencontre a également constitué une occasion de souligner la nécessité d'une utilisation responsable de ces outils technologiques, tout en veillant à vérifier l'exactitude des informations et à respecter les normes de précision, de crédibilité et de déontologie journalistique.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les compétences numériques et à développer les capacités dans le

domaine des médias, afin de suivre les évolutions technologiques et de tirer profit des possibilités offertes par les applications de l'intelligence artificielle pour produire des contenus médiatiques de qualité, a-t-on indiqué. Ces sessions de formation visent à faire connaître aux journalistes les applications récentes de l'intelligence artificielle et à leur permettre d'acquérir des connaissances pratiques susceptibles de développer leurs méthodes de travail et d'améliorer la qualité des contenus, tout en préservant le rôle essentiel du journaliste dans la collecte, l'analyse et la vérification des sources d'information avant leur publication.

T.B

NOTRE RELIGION

TENUE DE LA 88^e SESSION DU HAUT CONSEIL ISLAMIQUE À ALGER

Le Haut conseil islamique "poursuit l'exercice de ses missions constitutionnelles consistant à enraciner les valeurs du juste milieu et de la modération, à promouvoir la jurisprudence (Ijtihad) et à émettre des avis religieux, ainsi qu'à organiser des colloques et des ateliers de recherche sur

la pensée islamique et la jurisprudence contemporaine, tout en renforçant le dialogue religieux et la coopération avec diverses institutions nationales et internationales", lit-on dans le communiqué.

R.S

TRAVAIL DOMESTIQUE

PLUS DE 80 % DES TRAVAILLEURS SONT PRIVÉS DE PROTECTION EFFECTIVE

Plus de 80 % des travailleurs domestiques dans le monde, soit 66,5 millions de personnes, occupent toujours un emploi informel et restent largement privés d'une protection effective en matière de droit du travail et de sécurité sociale, déplore l'Organisation internationale du travail (OIT).

Selon de nouvelles estimations de l'OIT, publiées mardi, le secteur emploie désormais près de 80 millions de personnes âgées de 15 ans et plus, contre 75,6 millions en 2019.

Entre 2019 et 2025, la proportion de travailleurs domestiques occupant un emploi informel a diminué ou est restée stable dans 91 des 140 pays pour lesquels des données comparables sont disponibles. Ces pays regroupent près de 70 % des travailleurs domestiques dans le monde. Dans les 49 autres pays, qui représentent environ 30 % de cette main-d'œuvre, l'informalité a progressé.

Ces évolutions n'ont toutefois pas suffi à inverser la tendance mondiale. Le nombre de travailleurs domestiques en situation d'emploi informel a augmenté de 5,1 millions depuis 2019, pour atteindre 66,5 millions de personnes.

"Les progrès réalisés dans de nombreux pays montrent que le changement est possible. Mais alors que les salaires des travailleurs domestiques accusent un

retard croissant par rapport à ceux des autres salariés, il reste encore beaucoup à faire", a déclaré Patrick Belser, chef du Département du travail informel de l'OIT.

Le travail domestique représente 2,2 % de l'emploi total et 4,4 % de l'emploi salarié dans le monde. Quinze ans après l'adoption de la convention numéro 189 de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques, le secteur continue de faire face à d'importants défis en matière de formalisation de l'emploi et d'accès aux droits sociaux. L'Asie et le Pacifique concentrent 40,2 millions de travailleurs domestiques, soit environ la moitié du total mondial.

L'Afrique a enregistré la plus forte progression des effectifs entre 2019 et 2025, avec 4,2 millions de travailleurs domestiques supplémentaires. L'Europe et l'Asie centrale affichent le taux d'emploi informel le plus faible, mais plus d'un travailleur domestique sur trois y exerce encore dans ces conditions. Les Amériques restent, quant à elles, la grande région où les femmes sont les plus nombreuses parmi les travailleurs domestiques.

Selon l'OIT, ils perçoivent en moyenne l'équivalent de 53 % du salaire mensuel moyen des autres salariés. Pour ceux qui travaillent dans l'informalité, cette proportion tombe à 48 %.

R.S

LUTTE CONTRE RACISME ET LE SEXISME

LES PROGRÈS ACCOMPLIS DEMEURENT INSUFFISANTS, DÉCLARE GUTERRES

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a souligné, mercredi, que les progrès accomplis dans la lutte contre le racisme et les inégalités entre les sexes demeurent insuffisants, soulignant la nécessité pour l'organisation de faire respecter l'égalité à l'intérieur de ses propres murs.

"Les Nations unies peuvent-elles dénoncer les inégalités dans le monde si ces dernières pullulent en son sein ?". M. Guterres a posé la question depuis le siège de l'institution qu'il dirige, lors d'une rencontre consacrée à la lutte contre le racisme et à la promotion des droits des femmes.

"L'ONU ne peut défendre de manière crédible l'égalité dans le monde si nous ne la faisons pas respecter à l'intérieur nos propres murs", a-t-il déclaré. Le constat est d'autant plus embarrassant que l'organisation a fait de la lutte contre les discriminations l'un des piliers de son action internationale. Or, selon une enquête réalisée en 2020 auprès du personnel du Secrétariat, un employé sur trois déclarait avoir été victime de discrimination raciale.

Un chiffre que M. Guterres a rappelé mercredi, six ans après le meurtre de George Floyd, cet homme afro-américain tué par un policier blanc à Minneapolis, dont la mort avait provoqué une vague mondiale de manifestations contre le racisme.

"C'était totalement inacceptable", a-t-il reconnu. L'événement avait contraint l'ONU à examiner ses propres pratiques et à admettre qu'il ne suffisait plus de condamner le racisme. Il fallait devenir "activement antiraciste".

Depuis, l'ONU a créé un groupe de travail chargé de lutter contre le racisme et de promouvoir la dignité de tous. Des formations obligatoires ont été instaurées, des dialogues ont mobilisé des dizaines de milliers d'employés et une collecte volontaire de données raciales a été engagée.

Mais ces initiatives n'ont pas fait disparaître les déséquilibres internes. Si la diversité du personnel constitue, selon M. Guterres, l'une des grandes forces de l'ONU, elle ne se retrouve pas nécessairement à tous les échelons de sa hiérarchie.

Pour le secrétaire général, il ne suffit donc pas de promouvoir la diversité dans les effectifs. Encore faut-il examiner qui détient l'autorité, quelles compétences sont reconnues et quels obstacles, parfois invisibles pour ceux qui n'y sont pas confrontés, freinent les carrières.

Selon Guterres, la crédibilité de l'action internationale de l'ONU dépend aussi de sa capacité à appliquer les principes qu'elle défend.

"Nous devons résister au recul des droits, en commençant chez nous", a-t-il conclu.

R.S

FOOT/LIGUE DES CHAMPIONS (PHASE DE POULES)
LE MC ALGER HÉRITE DU GROUPE B AVEC
LE ZAMALEK, LE CLUB AFRICAÏN ET YOUNG AFRICAÏNS

Le MC Alger, unique représentant algérien en phase de poules de la Ligue des champions de la CAF, a hérité du groupe B aux côtés du Zamalek SC (Egypte), les Young Africans de Tanzanie et le Club Africain (Tunisie), à l'issue du tirage au sort effectué mercredi au Caire, en Egypte.

Le Mouloudia, champion d'Algérie en titre, devra batailler ferme pour s'extirper d'une poule particulièrement relevée et décrocher son ticket pour les quarts de finale. Le "Doyen" se mesurera notamment à la formation égyptienne du Zamalek SC, finaliste de la précédente édition de la Coupe de la Confédération, au cador tunisien, le Club Africain de Tunis, pour un derby maghrébin qui s'annonce déjà palpitant. Les Algérois croiseront également le fer avec les Tanzaniens des Young Africans, une formation redoutable ayant également disputé la finale de la Coupe de la Confédération, édition 2023, remportée par l'USM Alger. Qualifiés après une spectaculaire "remontada" au stade Ali-Ammar de Douéra contre les Nigériens d'Enugu Rangers (3-0 au retour, 3-2 au score cumulé), les



hommes de Khaled Ben Yahia disputent la sixième phase de poules de l'histoire du club. Les deux premiers de chaque groupe accèdent

ront aux quarts de finale, avec dans le viseur une prime record de 6 millions de dollars promise au futur vainqueur de la compétition. Les matches de la première journée se disputeront les 27, 28 et 29 novembre prochain. Composition des groupes : Groupe A : Espérance de Tunis (Tunisie), Petro Atlético (Angola), FC Nouadhibou (Mauritanie), Wiliete SC (Angola). Groupe B : Zamalek SC (Egypte), Young Africans (Tanzanie), MC Alger (Algérie), Club Africain (Tunisie). Groupe C : RS Berkane (Maroc), Simba SC (Tanzanie), Orlando Pirates (Afrique du Sud), Colombe Sportive (Cameroun), Groupe D : Pyramids FC (Egypte), Al-Hilal Omdurman (Soudan), Horoya AC (Guinée), Maghreb AS de Fès (Maroc). RS

INFRASTRUCTURES SPORTIVES
LE CENTRE DE REGROUPEMENT
DES ÉQUIPES NATIONALES
D'AGHRIB LIVRÉ EN 2027

Le Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales d'Aghrib, au nord-est de Tizi-Ouzou, sera réceptionné au cours du deuxième semestre de l'année prochaine, 2027, a-t-on appris ce mercredi des responsables en charge de ce projet structurant. «Le projet a été scindé en plusieurs lots et les travaux sont pratiquement en voie d'achèvement au niveau de l'ensemble des compartiments de l'infrastructure qui sera livrée dans un délai de 12 à 14 mois», a indiqué à l'APS, le directeur local de la jeunesse et des sports, Aziz Tahir. Le même responsable a souligné que les salles de sport, la balnéothérapie et tout ce qui est moyens de récupération est «en voie d'achèvement», que les blocs administratifs sont achevés, et que les travaux d'extérieur, tels les réseaux d'évacuation, les voies menant vers les

différentes structures ainsi que l'ensemble des bordures et éclairage sont «en cours». «Pour le bloc hébergement et restauration, d'une capacité de 200 lits et couverts, seul compartiment restant, les travaux ont été confiés à une entreprise qui a été installée la semaine écoulée, avec un délai de réalisation de 12 à 14 mois», a précisé M. Tahir. Implanté sur une assiette de plus de 33 ha, cette infrastructure sportive de haut niveau, destinée à abriter les stages de préparation des équipes nationales ainsi que des athlètes d'élite, comporte, notamment, deux terrains de sport en gazon synthétique, des salles d'entraînement, un bloc administratif et un bloc d'hébergement et de restauration. Le projet, d'importance, viendra, s'ajouter et compléter le stade Hocine Ait Ahmed de Tizi-Ouzou.

FOOT/ LIGUE 2 AMATEUR/SANCTIONS
SIX MOIS DE SUSPENSION
POUR LE PORTE-PAROLE DU
NRB TELEGHMA

Le porte-parole officiel du NRB Teleghma, Farouk Boudebouz, a écopé de six mois d'interdiction de toute activité sportive, a annoncé la Ligue nationale de football amateur (LNFA), mardi dans un communiqué. Le concerné a également écopé d'une interdiction d'accéder à la pelouse et aux vestiaires, plus une amende de 150.000 DA. La commission de discipline lui reproche d'avoir "porté atteinte à l'obligation de réserve médiatique prévue par la loi" et tenu des déclarations qui "portent préjudice aux instances du football et à leurs dirigeants à travers les réseaux sociaux", précise la même source. De son côté, le dirigeant de l'ESM Koléa, Mohamed Rahmane, a été suspendu pour six matchs fermes pour "insultes envers l'arbitre", assortis de 100.000 DA d'amende. Dans le registre des sanctions contre les joueurs, le joueur de l'ESM Koléa Ali Amiri, s'est vu infliger trois matchs de suspension et 30.000 DA d'amende pour "agression sur adversaire". La même sanction a été prononcée contre Imad-Eddine Tama (WA Mostaganem) pour le même motif. Le joueur de la JSM Tiaret, H'mida Zeghnoune, a écopé de quatre matchs de suspension fermes et de 100.000 DA d'amende pour "geste inapproprié envers l'arbitre." Enfin, le milieu offensif du NA Hussein-Dey, Tahar Ben Khelifa, a été sanctionné de quatre matchs fermes pour "insulte envers l'arbitre", ainsi que de 100.000 DA d'amende. La même sanction a été infligée à Mohamed Alaouchiche (MSP Batna), pour le même motif.

KET / COUPE DU MONDE
2027
SUHAIL DÉVOILÉE
COMME MASCOTTE
OFFICIELLE DE LA
COMPÉTITION

La Fédération internationale de basket-ball (FIBA) a dévoilé mardi la mascotte officielle de la Coupe du monde 2027, prévue au Qatar du 27 août au 12 septembre 2027, baptisée "Suhail", en référence à une étoile emblématique de la culture et du patrimoine de la région du Golfe. Présentée à Doha, ville hôte de la compétition, cette mascotte dynamique et lumineuse s'inspire de l'étoile Suhail, également connue sous le nom de Canopus dans la culture occidentale, qui a servi pendant des siècles de repère aux marins, nomades et plongeurs de perles dans leurs déplacements à travers les déserts et les mers de la région. Selon la FIBA, cette étoile occupe une place particulière dans le patrimoine culturel du Qatar et des pays du Golfe, où son apparition marque traditionnellement la transition entre les fortes chaleurs estivales et une période caractérisée par des températures plus clémentes. Suhail, qui devrait également être visible dans le ciel nocturne durant le tournoi mondial, symbolise ainsi l'héritage culturel de la région et l'esprit de découverte qui a accompagné ses populations au fil des siècles. Sur le plan esthétique, la mascotte a été imaginée comme un personnage issu à la fois du ciel et de la terre. Son corps est composé de facettes cristallines et de fragments d'étoile fusionnés avec du métal de théorie, dont les surfaces captent la lumière et diffusent une énergie inspirée du soleil.

RS

TENNIS
ZVEREV QUALIFIÉ POUR LE DEUXIÈME
TOUR À VIENNE

L'Allemand Alexander Zverev n'est plus qu'à une victoire de la place de N.1 mondial après sa qualification extrêmement laborieuse mardi pour le deuxième tour du tournoi ATP 500 de Vienne, que disputera aussi Carlos Alcaraz (3e). Assuré de s'installer dès lundi et pour la première fois au sommet du classement ATP s'il atteint les quarts de finale dans la capitale autrichienne, le Hambourgeois de 29 ans a fait la première moitié du chemin en battant 7-5, 3-6, 7-6 (13/11) l'Espagnol Martin Landaluze (67e). Finaliste sortant à Vienne, Zverev a éprouvé les pires difficultés

à se défaire de son jeune adversaire de 20 ans, qui a échoué à convertir une balle de break au début du troisième set et en a ensuite écarté cinq sur son propre service. Vainqueur cette saison de Roland-Garros et de l'US Open, Zverev est certain depuis début octobre de devenir d'ici la fin de l'année le trentième N.1 mondial depuis la création du classement ATP en 1973. L'actuel patron du circuit Jannik Sinner, tenant du titre à Vienne, est en effet forfait pour le reste de la saison en raison d'une blessure au genou droit.

RS

PÉTANQUE
MASCARA ACCUEILLERA LE CHAMPIONNAT
RÉGIONAL SENIORS DEMAIN VENDREDI

Le boulodrome de l'Office du complexe omnisports " L'Unité africaine " de Mascara abritera, vendredi prochain, les compétitions de la quatrième édition du championnat régional de pétanque, catégorie seniors, a-t-on appris mercredi auprès des organisateurs. Cette manifestation sportive, organisée à l'initiative de la Ligue de wilaya des sports de boules, en coordination avec la Fédération algérienne de la discipline, le club sportif amateur de pétanque de la commune de Mascara et la direction de la Jeunesse et des Sports, verra la participation de plus de 400 boulistes représentant plus de 20 clubs des wilayas de Mascara, Chlef, Tissemsilt, Tiaret, Saïda, Relizane et Mostaganem, a indiqué à l'APS le président de la Ligue, Sahraoui Chenine. Les participants s'affronteront pendant deux jours

dans la spécialité du jeu long, sous la supervision d'arbitres relevant de la Fédération algérienne de la discipline, a-t-on fait savoir de même source. Cette compétition constitue une étape qualificative pour le championnat national de pétanque, prévu les 13 et 14 novembre prochains dans la wilaya d'Ain-Oussara. Cette manifestation vise également à détecter de jeunes talents dans la spécialité du jeu long, à offrir aux équipes participantes l'occasion de se mesurer les unes aux autres, ainsi qu'à contribuer à la promotion et au développement de la pétanque auprès des jeunes, a précisé Chenine. Elle s'inscrit dans le calendrier annuel de la Fédération algérienne des sports de boules, a-t-on souligné.

RS

29^e ÉDITION DU SILA

C'EST PARTI !

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a présidé, ce mercredi après-midi au Palais des expositions (Alger), la cérémonie d'inauguration officielle de la 29^e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), organisée du 28 octobre au 7 novembre sous le haut patronage du président de la République.

La cérémonie s'est déroulée en présence de membres du gouvernement et de représentants d'institutions et organismes nationaux et des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie. Cette 29^e édition se tient sous le thème «Demain entre les pages d'un livre», avec la participation de 1567 maisons d'édition de 51 pays. Le Royaume d'Arabie saoudite est l'invité d'honneur de cette édition.

R.C



FESTIVAL NATIONAL DE LA MUSIQUE ET CHANSON CHAOUIES À KHENCHELA : TRIOMPHE DE LA TROUPE NEMEMCHA ET CÉLÉBRATION DES TALENTS CHAOUIS

Par Kahina Baghdad

La maison de la culture Ali Saouaïhi de Khenchela a accueilli, mercredi, la cérémonie de reprise des activités de la troisième édition du festival national de la musique et chanson chaouies.

Lors de cet événement, la troupe de l'association Nememcha d'El Mehmel (wilaya de Khenchela) a remporté le premier prix du concours principal. Le jury, dirigé par Messaoud Messaoudi, a également distingué Akram Benghelab comme meilleur instrumentaliste. Dans la catégorie jeunes talents, Siad Mohamed a obtenu la première place, suivi d'Amel Khalef et de la troupe des frères

Roknia. Par la voix de Lakhdar Maatouki, le jury a insisté sur la nécessité d'accompagner ces jeunes lauréats via une formation vocale adaptée. Il a aussi suggéré la création d'une archive numérique audiovisuelle dédiée à la chanson chaouie, tout en encourageant davantage la participation féminine aux futures éditions. La soirée s'est poursuivie par un concert de près de trois heures, animé par Hamid Belbeche, Cheb Zoubir Chaoui, Réda Seghir, Sami Boumaïza, ainsi que les troupes Djemri Dernani et Assala de Tébessa, ravissant particulièrement le jeune public.

Cette édition, qui se déroulera jusqu'au 31 octobre, mettra en scène dix-huit artistes de chant moderne et huit groupes folkloriques. Initialement ouverte le 15 juillet au théâtre de plein air Zoulikha Louadj, la manifestation avait été reportée sur

décision de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, en raison des incendies qui avaient touché plusieurs régions durant l'été. Placée sous le slogan « La musique et la chanson chaouies, culture qui palpite et création qui se renouvelle », l'ouverture initiale avait inclus des exhibitions folkloriques de troupes venues de Tizi Ouzou, Ghardaïa et Khenchela, ainsi que le spectacle « Ifoulene N'tamousset » de l'Institut régional de formation musicale de Batna. Présidée par Mme M'barka Kaddouri, représentante de la ministre, et le wali Salim Harizi, cette cérémonie avait rendu hommage aux artistes Hakim El Kahina, Belkacem Siad (Abrouz), ainsi qu'aux familles des défunts Katchou, Mourad Sid et du chercheur Mohamed Salah Ounissi.

K.B

CINÉMA

LE LONG MÉTRAGE "L'OMBRE DU SABLE" PROJETÉ À ALGER

Le long métrage de fiction "L'ombre du sable", un téléfilm de Walid Bouchebbah, qui fait la lumière sur un épisode historique majeur durant la Guerre de libération nationale, a été projeté mardi soir à Alger en avant-première.

Produit par l'Etablissement public de Télévision (EPTV), sur un scénario écrit par Noureddine Oughlissi, ce long métrage de 100 mn retrace une période cruciale de l'histoire de l'Algérie, à la veille de l'Indépendance de l'Algérie, à travers les manifestations du 27 février 1962 à Ouargla.

Le casting réunit de jeunes talents et des comédiens confirmés dont Fodil Assoul et Farida Benhamouda. Le réalisateur affirme avoir privilégié cette association afin de "renforcer l'authenticité et le réalisme de cette fiction historique". "Le film dépeint la résistance populaire dans le Grand Sud algérien, notamment à Ouargla, pour contrer le projet de la France coloniale de détacher le Sahara du reste du pays", explique le réalisateur.

Avec une trame narrative, basée sur la chronologie de faits historiques, le film met en avant le rôle crucial des résistants comme Cheikh Bayoud et rend hommage à des figures locales, à l'image de l'infirmière Zahra et de son frère Khelifa, symboles de l'engagement des habitants du Sud pour l'Indépendance et leur attachement à l'intégrité territoriale

de l'Algérie.

Le film montre également des scènes de la manifestation populaire à Souk El Hadjar, au centre-ville de Ouargla le 27 février 1962, menées par des révolutionnaires sous la direction de Mohamed Chenoufi, qui coïncidait avec l'arrivée de la délégation française chargée de promouvoir son projet colonial de séparer le sud algérien du nord. Mais l'échec des manœuvres de la France coloniale, qui oeuvrait à dépêcher une délégation de responsables français à Ouargla et à tenir une réunion d'urgence avec des représentants de la population, a donné lieu à l'usage de violence par les autorités coloniales en ouvrant le feu sur les manifestants.

Produit en partenariat avec le ministère des Moudjahidine et des Ayant-droits, "L'ombre du sable" s'inscrit dans le cadre de la commémoration du 64^e anniversaire du recouvrement de la Souveraineté nationale sur la Radio et la Télévision algériennes, et le 72^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1^{er} novembre.

Le directeur général de l'Etablissement public de Télévision, M. Mohamed Baghali, président de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA), M. Amar Bendjedda, ainsi que des responsables de médias publics, ont assisté à la projection

R.C

JEUX DE MAGIE

LANCEMENT DE LA DEUXIÈME ÉDITION À NÂAMA

La deuxième édition des Journées de Nâama des jeux de magie a débuté, mardi à la Maison de la culture "Ahmed-Cham" de Nâama, avec la présentation de divers spectacles artistiques qui ont attiré un public nombreux, indiquent les organisateurs.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par des spectacles de magie et d'illusion d'optique présentés par l'artiste "Walid Magic", originaire de la wilaya de Mila. La troupe artistique de l'association "Alwane", de la ville d'Aïn-Sefra (Nâama), a également animé un spectacle varié mêlant costumes et couleurs, ainsi que des numéros de magie et des intermèdes musicaux, organisés à la salle des spectacles de la Maison de la culture, qui ont suscité un vif enthousiasme chez les enfants et de leurs parents.

Le directeur de la Maison de la culture de Nâama, Karim Youcef, a indiqué que le programme de cette manifestation prévoit six spectacles de magie répartis sur quatre jours, avec la participation d'artistes et de praticiens de cet art venus des wilayas de Mila, Khenchela, Bordj Bou-Arréridj et Nâama.

Il a ajouté que les spectacles se dérouleront à la Maison de la culture du chef-lieu de la wilaya et dans ses deux annexes situées dans les villes de Mecheria et d'Asla, ainsi qu'au niveau de l'espace culturel de la commune de Mekmen Benamar.

Des activités artistiques et récréatives seront également organisées dans les espaces publics. Elles comprendront notamment des spectacles de clowns et des séances de contes destinées aux enfants, animées par les membres des deux associations locales "El-Wissal culturelle" et "Noudjoum Africa".

Le même responsable a souligné que cette manifestation, organisée par la direction de la Culture et des Arts de la wilaya, vise à offrir des espaces de divertissement aux familles et aux visiteurs de la région, durant les vacances d'automne. Il a également précisé que des ateliers variés de dessin et de travaux manuels seront organisés à la bibliothèque principale de lecture publique et dans ses annexes, en complément de spectacles récréatifs destinés aux enfants.

R.C

L'APPEL DE MOHAMED BOUSLIMANI À L'ADRESSE DES JOURNALISTES
À L'OCCASION DU 64^e ANNIVERSAIRE DE LA RADIO NATIONALE

« SOYEZ LES NOUVEAUX MOUDJAHIDINE ! »

Invité, hier mercredi, de l'émission « L'Invité du jour » de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, le ministre a notamment annoncé la finalisation prochaine des textes d'application de la loi organique relative à l'information, l'installation des autorités de régulation et la mise en œuvre d'un vaste programme de formation spécialisée destiné aux journalistes des secteurs public et privé.

Invité, hier mercredi, de l'émission « L'Invité du jour » de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, le ministre a notamment annoncé la finalisation prochaine des textes d'application de la loi organique relative à l'information, l'installation des autorités de régulation et la mise en œuvre d'un vaste programme de formation spécialisée destiné aux journalistes des secteurs public et privé.

Autant de chantiers qui s'inscrivent dans une stratégie visant à renforcer le professionnalisme, à accompagner la transformation numérique et à doter la presse nationale des moyens nécessaires pour relever les défis d'un environnement médiatique en pleine mutation.

Le 28 octobre 1962, une victoire historique des travailleurs de l'audiovisuel

Revenant sur la portée symbolique du 28 octobre 1962, Mohamed Bouslimani a salué « le rôle fondateur des travailleurs algériens qui ont assuré la relève au sein de la Radio et de la Télévision algériennes, alors que les experts français estimaient que le fonctionnement de ces médias serait compromis après leur départ », précisant que « malgré le manque de formation, d'expérience et de moyens, ces pionniers ont réussi à maintenir les émissions et à garantir la continuité du service ». Pour le ministre, cette mobilisation constitue un exemple de patriotisme, de détermination et de responsabilité professionnelle dont les nouvelles générations de journalistes doivent continuer à s'inspirer. Il a également rappelé que le secteur audiovisuel national a connu, depuis cette date, plusieurs étapes de transformation, notamment la réforme de 1986, qui a consacré une nouvelle organisation du service public avec la création de l'Entreprise publique de radiodiffusion sonore (EPRS) et de l'Entreprise publique de télévision (EPTV).

Textes d'application et autorités de régulation, les prochains chantiers du secteur

Sur le plan réglementaire, le ministre a annoncé que le processus de mise en œuvre de la nouvelle législation sur l'information allait connaître de nouvelles avancées.

« Nous allons prochainement terminer le processus avec les textes d'application concernant la loi organique et installer les autorités de régulation », a-t-il indiqué. L'objectif est notamment de consolider les règles encadrant l'exercice du métier, de renforcer les mécanismes de régulation et d'accompagner le développement des différents supports médiatiques, qu'ils soient audiovisuels, écrits ou numériques. Le ministre a également insisté sur la nécessité de poursuivre le dialogue avec les professionnels du secteur, rappelant que « plusieurs rencontres ont déjà été organisées, aussi bien au ministère de la Communication qu'au niveau de la présidence de la République », tout en annonçant que « d'autres rencontres sont prévues afin de maintenir une concertation régulière et de suivre les préoccupations des journalistes et des entreprises de presse. »

Formation spécialisée, un vaste programme pour les journalistes du public et du privé

Autre priorité affichée par Moha-

med Bouslimani, « la formation des professionnels de l'information », qu'il considère comme « un pilier indispensable à la modernisation de la presse nationale. »

« Nous avons un vaste programme de formation pour les journalistes, qu'ils soient du secteur public ou privé, et qui touche toutes les spécialités », a-t-il annoncé, rappelant que « la formation constitue un droit pour les journalistes, mais également une responsabilité pour les entreprises de presse, appelées à assurer la mise à niveau permanente de leurs personnels. »

Il s'agit, selon lui, de contribuer « à préparer une presse plus réactive, mieux outillée et capable de faire face aux nouvelles formes de désinformation. »

Numérique et intelligence artificielle, nécessité d'un nouveau modèle économique de la presse

Évoquant les mutations du paysage médiatique, le ministre a souligné que la transition numérique n'est plus une option, mais une nécessité pour garantir l'avenir et la viabilité des entreprises de presse.

« Aujourd'hui, la presse doit avoir un nouveau modèle économique. Le digital doit s'imposer », a-t-il affirmé, rappelant « l'attention particulière accordée par le président de la République au développement du numérique ».

Selon le ministre, « le paysage médiatique algérien compte aujourd'hui plus de 200 titres de presse écrite et 142 sites web d'information, tandis que l'Entreprise publique de télévision dispose de 11 chaînes, alors que la majorité des wilayas disposent de leurs propres structures radiophoniques, en attendant l'accompagnement des onze nouvelles wilayas. »

Il a notamment évoqué la nécessité de mettre en place « des instruments fiables de mesure d'audience, indispensables pour valoriser les contenus numériques »

Aides publiques et protection sociale, mettre fin au travail non déclaré

Abordant les conditions socioprofessionnelles des journalistes, le ministre a rappelé que l'accompagnement de l'État ne saurait se limiter au soutien économique des entreprises de presse.

La protection des professionnels de l'information, leur couverture sociale, leurs assurances et la régularisation de leurs situations contractuelles figurent également parmi les préoccupations du secteur.

« Le journaliste doit être déclaré », a-t-il insisté, mettant en avant « la nécessité de généraliser les contrats de travail et de mettre fin aux pratiques de travail non déclaré. »

Le ministre a souligné que les droits des journalistes doivent être respectés, tout en rappelant que l'exercice de la profession implique également des devoirs et des responsabilités.

Sur le volet des aides, il a évoqué les dispositifs prévus dans le cadre de la législation relative à l'information, ainsi que les soutiens indirects accordés par l'État, notamment en

matière d'impression et de coût du papier.

Guerre médiatique et désinformation, M. Bouslimani appelle à passer à l'action

Le ministre a consacré une partie importante de son intervention aux défis liés à la désinformation et aux campagnes médiatiques visant l'Algérie.

Dans un contexte international marqué par le développement des guerres hybrides, il a appelé les médias nationaux « à faire preuve de vigilance, de professionnalisme et de mobilisation. »

« Nous sommes en guerre médiatique. Nous devons être mobilisés », a-t-il déclaré, soulignant que les attaques informationnelles exigent désormais « une approche plus proactive », fondée sur l'anticipation, la vérification des faits et la diffusion rapide d'une information crédible. « L'ère de la réaction est révolue. Maintenant, il faut agir », a-t-il lancé.

Le ministre a également dénoncé les campagnes hostiles à l'Algérie, évoquant notamment ce qu'il a qualifié de « nouveaux harkis », qu'il estime toujours actifs dans les opérations de déstabilisation médiatique.

Il a fait référence, dans ce contexte, aux polémiques suscitées par les questions sécuritaires régionales, notamment celles liées au Niger, pour illustrer les enjeux de la circulation de l'information et les risques de manipulation.

Face à ces défis, il a insisté sur « la nécessité de renforcer le front interne », rappelant que l'unité nationale constitue un rempart essentiel contre les tentatives de déstabilisation.

Réalizations nationales, la presse appelée à être davantage présente sur le terrain

Mohamed Bouslimani a également interpellé les médias nationaux sur leur rôle dans « la valorisation des grands projets structurants engagés par l'État », estimant que beaucoup de réalisations économiques et sociales majeures ne bénéficient pas toujours de la couverture médiatique adéquate.

À ce titre, il a cité le projet minier de Gara Djebilet et les infrastructures ferroviaires qui lui sont associées, ainsi que le projet de liaison ferroviaire Alger-Tamanrasset, présenté comme « l'un des grands paris du développement national. »

Il a également cité les programmes de logements, les efforts engagés dans le domaine du médicament et de la sécurité sanitaire, ainsi que la réalisation des stations de dessalement d'eau de mer.

« Est-ce que la presse est au même niveau que l'État ? », s'est-il interrogé, appelant les journalistes à davantage d'initiatives pour informer les citoyens sur les réalisations accomplies.

« Ceux qui doutent de ces réalisations, nous les vaincrons avec l'information », a-t-il soutenu, plaidant pour une presse nationale capable d'accompagner les efforts de développement du pays, sans renoncer aux exigences de rigueur, de vérification et de professionnalisme.

Presse locale, un maillon

essentiel dans la lutte contre les rumeurs

Le ministre a particulièrement insisté sur le rôle de la presse de proximité, qu'il considère comme « un trait d'union indispensable entre les citoyens et les institutions. »

Revenant sur les visites effectuées dans 41 wilayas en 2023, il a indiqué que « les journalistes locaux avaient soulevé plusieurs difficultés, notamment celles liées à l'accès aux responsables et aux sources officielles d'information. »

Pour illustrer son propos, Mohamed Bouslimani est revenu sur la période de la pandémie de Covid-19, marquée par la circulation de nombreuses informations erronées, notamment sur le nombre de décès, estimant que la mise en place d'une communication régulière et la diffusion d'informations vérifiées avaient permis de mieux maîtriser la situation.

Échéance électorale du 28 novembre, les préparatifs médiatiques engagés

À l'approche de l'échéance électorale du 28 novembre évoquée au cours de l'émission, Mohamed Bouslimani a assuré quant « à la mobilisation des moyens nécessaires pour assurer une couverture médiatique dans de bonnes conditions », affirmant que « pour le 28 novembre, la presse sera au rendez-vous ».

Il a fait état d'une coordination avec l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), rappelant « qu'une rencontre de travail avait déjà été organisée autour des préparatifs médiatiques. » Le ministre a également annoncé la préparation prochaine, au Centre international de conférences (CIC), des dispositifs d'accueil et de travail destinés aux journalistes.

Les représentants de la presse nationale et internationale devraient ainsi bénéficier des commodités nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Il a, par ailleurs, souligné « l'importance de la presse locale dans la couverture de cette échéance, compte tenu de sa proximité avec les citoyens et de sa connaissance des réalités du terrain. »

« Soyez les nouveaux moudjahidine », l'appel du ministre aux journalistes

Enfin, Mohamed Bouslimani a renouvelé son hommage aux travailleurs de la Radio et de la Télévision algériennes, dont l'engagement historique a permis de préserver la souveraineté audiovisuelle du pays au lendemain de l'indépendance, rappelant l'attention accordée par le président de la République à la presse nationale, tout en soulignant les attentes placées dans les professionnels du secteur en matière d'information, de proximité et de responsabilité.

« Vous avez un président de la République qui aide la presse et qui attend un retour sur l'information et le travail de proximité », a-t-il déclaré, appelant les journalistes à s'inspirer de l'engagement de leurs aînés, en faisant de la défense de l'information crédible, de la souveraineté nationale et de l'intérêt du citoyen une priorité. « Mon souhait est que vous soyez les nouveaux moudjahidine », a-t-il conclu.

RA



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

CES FÉLINS EXTERMINÉS PAR LES COLONS FRANÇAIS

Allure massive, le dessin moucheté de son pelage, la finesse de sa silhouette, tout concourt à l'impression d'élégance dégagée par la panthère avec sa longue queue fine terminée par une touffe de poil blanc, possède des pattes puissantes et des griffes rétractiles qui lui permettent de grimper à des arbres avec sa proie. La panthère d'Algérie vit dans des habitats variés des forêts méditerranéennes aux ravins et zones assez arides. C'est un animal carnivore est très discret ce qui rend son observation assez difficile, dans notre pays, il se nourrissait principalement de sangliers, de lièvres, de singes magots et d'animaux domestiques égarés, il chassait ses proies exclusivement la nuit. La panthère noire n'est pas une espèce à part, c'est juste un problème de pigmentation c'est une variation liée à une mutation génétique appelée mélanisme qui lui donne la couleur noire. Parmi ses performances : Vitesse de pointe : La panthère peut atteindre la vitesse maximum de 65 km/h. En hauteur : elle peut sauter, bondir à trois mètres cinquante de haut. En longueur : généralement sept ou huit mètres lors d'une course, parfois jusqu'à quinze mètres de long. La panthère occupait l'ensemble des massifs boisés de la ré-



gion côtière et des zones montagneuses en Afrique du Nord, jusqu'au moyen orient et au niveau de la péninsule arabique, Afrique et Asie. Les premières panthères d'Algérie comme les lions de l'atlas étaient expédiés à l'époque romaine vers Rome pour servir d'attraction lors de combat des gladiateurs, par la suite avec l'occupation française de l'Algérie, les colons les considéraient comme un animal nuisible, l'utilisation d'armes à feu plus perfection-

nées et des primes étaient offertes pour la capture des panthères, un grand nombre a été exterminé dans la partie du constantinois et les Aurès vers la fin du 1800. La panthère d'Algérie est presque éteinte. Pourtant, dans les années 1950, ses effectifs (dans le monde entier) étaient passés d'une cinquantaine d'individus à une centaine grâce à un programme de protection. En Algérie, la panthère occupait les forêts méditerranéennes : il semble

que la dernière ait été tuée vers 1960 à la frontière tunisienne, près d'El Kala. Une nouvelle preuve de son existence vient de confirmer son existence dans le massif du Hoggar en 2006, des études scientifiques sont en cours pour évaluer l'état de ses populations et des mesures de protection à prendre.

Amayas, le guépard saharien

(Acinonyx jubatus espèce en voie de disparition, est de nouveau réapparu dans le parc culturel de l'Ahaggar (Tamanrasset), le directeur du projet des parcs culturels algériens (Ppca), Salah Amokrane. Après plus de dix ans de son dernier signalement, le guépard saharien, espèce inscrite sur la liste rouge menacée d'extinction par l'Union internationale pour la conservation de la nature, a été observé récemment par les équipes scientifiques de l'Office du parc culturel de l'Ahaggar (Onpca) Le guépard saharien (Acinonyx jubatus hecki), appelé Amayas dans la région est une espèce menacée qui ne compte pas plus de 200 individus à travers le monde.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 27/10/2026

KOFFI, L'HOMME QUE L'ORGUEIL A RENDU AVEUGLE

Il était une fois, dans un village africain entouré de vastes savanes, un jeune homme nommé Koffi. Il était riche, intelligent et travailleur, mais son cœur était rempli d'orgueil. Il méprisait les pauvres, ignorait les conseils des anciens et se croyait supérieur à tous. Lorsqu'un vieillard lui adressait la parole, il répondait avec mépris : — Que peux-tu m'apprendre que je ne sache déjà ? Regarde ma richesse ! Je n'ai besoin de personne. Un jour, une grande sécheresse menaça le village. Le chef réunit les habitants et leur demanda de creuser ensemble un puits pour préserver leurs réserves d'eau. Tous acceptèrent de participer, sauf Koffi. — Moi, travailler avec des gens qui n'ont rien ? Jamais ! Avec mon argent, je peux acheter toute l'eau dont j'aurai besoin ! Les villageois ne répondirent pas. Ils baissèrent simplement la tête et poursuivirent leur travail. Quelques semaines plus tard, la sécheresse s'abattit sur le village. Les rivières s'asséchèrent, les arbres perdirent leurs feuilles et les anciens puits se vidèrent. L'eau devint plus précieuse que l'or. Koffi dépensa une grande partie de sa fortune pour en acheter, mais bientôt, les marchands eux-mêmes n'en eurent plus. Un matin, la gorge sèche et les jambes tremblantes, il se souvint du puits creusé par les villageois. Honteux, il s'y rendit et demanda un peu d'eau. Un jeune homme s'approcha avec unealebasse. C'était un garçon que Koffi avait autrefois humilié publiquement parce qu'il était pauvre. Koffi baissa les yeux et murmura : — Mon frère, je t'en prie, donne-moi à boire. J'ai compris que j'avais tort. Le jeune homme lui tendit laalebasse. Après

avoir bu, Koffi lui demanda : — Pourquoi m'aides-tu alors que je t'ai si souvent méprisé ? Le jeune homme répondit calmement : — Parce que notre dignité ne dépend pas de la manière dont les autres nous traitent. Mais souviens-toi de ceci : celui qui méprise les autres aujourd'hui peut avoir besoin de leur main demain. Ces paroles pénétrèrent profondément le cœur de Koffi. Pour la première fois, il comprit que sa richesse avait nourri son orgueil au point de l'aveugler. Lorsque les pluies revinrent, il convoqua les villageois et leur demanda pardon. Il commença à aider les plus pauvres, participa aux travaux collectifs et apprit à écouter les conseils des anciens. Peu à peu, les habitants découvrirent un autre Koffi : un homme généreux, humble et respectueux. Il avait compris que la richesse pouvait acheter des biens, mais jamais le respect véritable ni l'amour des hommes. Dès lors, lorsqu'un enfant du village se montrait arrogant, les anciens lui racontaient l'histoire de Koffi, l'homme qui possédait beaucoup de richesses, mais qui avait perdu la vue du cœur avant de retrouver le chemin de l'humilité.

MORALE DU CONTE

L'orgueil nous fait croire que nous sommes au-dessus des autres, tandis que l'humilité nous rappelle que nous avons tous besoin les uns des autres. Car le grand arbre qui refuse de protéger les petites plantes oublie que, lorsque la tempête arrive, aucune racine ne peut toujours résister seule. Othniel YERIMA

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes de l'Afrique de l'ouest, le

LE BLEU ÉGYPTIEN EST LE PLUS VIEUX PIGMENT ARTIFICIEL CONNU

La couleur bleue a été à travers l'histoire de l'humanité l'une des plus citées ; identifiée à la royauté et à la divinité en raison de la difficulté de son obtention. Les autres pigments comme le rouge, le noir, le brun ou l'ocre étaient plus faciles à obtenir de la nature et étaient déjà largement utilisés dans l'art. Mais le pigment bleu le plus cité vient du lapis lazuli, rare et rare, et donc très cher. Les plus grands gisements de lapis sont situés dans l'Hindukush en Afghanistan, où ils sont encore exploités avec des procédures très similaires à celles d'il y a plus de 3000 ans. Les Égyptiens l'utilisaient pour peindre du bois, du papyrus et des toiles, des émaux colorants, des incrustations et des vaisseaux. Mais surtout dans le champ funéraire dans les masques, statues et peintures des tombes, car ils croyaient que la couleur bleue protégeait les morts du mal dans l'autre vie. Le plus vieux exemple connu de l'utilisation du pigment date d'il y a environ 5000 ans et a été retrouvé dans la peinture d'une tombe du règne de Ka-Sen, le dernier pharaon de la première dynastie. Dans le Nouveau Royaume, le bleu égyptien était abondamment utilisé comme pigment pour colorer les statues, les peintures de tombes et les sarcophages.



Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 27/10/2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:40	12:33	15:32	18:00	19:19

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

LE PREMIER MINISTRE PREND PART À UN DÎNER OFFERT PAR LE PRÉSIDENT RUSSE EN L'HONNEUR DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT PARTICIPANTS

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a pris part, mercredi soir à Moscou, à un dîner offert par le président de la Fédération de Russie, M. Vladimir Poutine, au Kremlin, en l'honneur des chefs d'Etat et de Gouvernement africains participant au troisième Sommet Russie-Afrique.

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, participe au Sommet et au Forum économique et humanitaire associé, placés sous le thème "Pour la paix, la sécurité et le développement", dont les travaux ont débuté mercredi.

Les travaux portent sur l'élargissement des perspectives de coopération entre la Russie et l'Afrique dans plusieurs domaines économiques, avec la participation de 48 pays, dont 22 représentés au niveau des dirigeants, ainsi que des responsables d'instances et d'organisations régionales. Le Sommet est consacré à l'examen de plusieurs questions visant à déve-

lopper le partenariat russo-africain, notamment la coordination des efforts face aux défis sécuritaires et aux menaces contemporaines, le renforcement des échanges commerciaux et des investissements, ainsi que l'élargissement de la coopération dans les secteurs stratégiques.

Le deuxième jour du Sommet sera marqué par la tenue de deux séances plénières.

Les travaux seront couronnés par une Déclaration finale, une Déclaration sur la coopération en matière d'intelligence artificielle, le Plan d'action Russie-Afrique 2027-2029 et la signature de plusieurs accords économiques et commerciaux.

RA



ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

MISE EN ÉCHEC DE TENTATIVES D'INTRODUCTION DE PLUS DE TROIS QUINTAUX DE KIF TRAITÉ VIA LES FRONTIÈRES AVEC LE MAROC

Des tentatives d'introduction de plus de trois (3) quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc ont été mises en échec par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 21 au 27 octobre 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", souligne la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "des détache-

ments de l'ANP ont arrêté (7) éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations", précise le bilan.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contre-carrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, (31) narco-trafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (3) quintaux et (83) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (150.091) comprimés psychotropes et un (1) kilogramme de cocaïne ont été saisis, et ce, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires".

"A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, des détachements de l'ANP ont arrêté (201) individus et

saisi (29) véhicules, (183) groupes électrogènes, (119) marteaux piqueurs et des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite".

De même, "(8) autres individus ont été appréhendés et (2) pistolets mitrailleurs, (7) fusils de chasse et (9.853) litres de carburants destinés à la contrebande, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes".

Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de (123) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (166) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan.

RA

POLICE/INFRASTRUCTURES

BADAOUI INAUGURE LE NOUVEAU SIÈGE DE LA SÛRETÉ DE WILAYA À TISSEMSILT ET INSPECTE PLUSIEURS PROJETS ET INFRASTRUCTURES DE POLICE

Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Badaoui a procédé mercredi, dans la wilaya de Tissemsilt, à l'inauguration du nouveau siège de la Sûreté de wilaya et à l'inspection de plusieurs projets et infrastructures de police, dans le cadre du renforcement des moyens de sécurité et de l'amélioration de la qualité des services offerts aux citoyens.

Dans ce cadre, M. Badaoui, accompagné du wali de Tissemsilt, Fethi Bouzaïd, et en présence des autorités civiles et militaires, a inauguré, lors d'une visite de travail dans la wilaya, le nouveau siège de la Sûreté de wilaya, situé au quartier Ain El-Bordj, dans la commune de Tissemsilt.

Selon la fiche technique du projet, présentée par le représentant de la Direction des équipements publics de la wilaya, chargée de sa réalisation, une enveloppe financière de 620 millions de dinars a été consacrée à la construction de cette structure, qui s'étend sur une superficie de 5.600 m2. Le nouveau siège a été doté des moyens nécessaires pour permettre aux personnels d'accomplir leurs missions dans les meilleures conditions.

Lors de sa visite des différentes installations de cette structure sécuritaire, le DGSN a souligné la nécessité de mettre à disposition les moyens et équipements nécessaires pour améliorer les conditions de travail des policiers, assurer un accueil convenable aux citoyens et améliorer les prestations qui leur sont fournies.

A cette occasion, le chef de la Sûreté de wilaya, le commissaire divisionnaire principal Fateh Ouarbaï, a présenté un ex-

posé sur les structures relevant de la Sûreté nationale dans la wilaya, qui compte 29 structures et installations de sécurité assurant la couverture sécuritaire des différentes zones de cette collectivité locale des Hauts-Plateaux de l'Ouest.

M. Badaoui a également pris connaissance du bilan des activités des différentes spécialités de la Sûreté nationale dans la wilaya au cours de l'année 2026.

Dans le même contexte, le DGSN a affirmé que le nouveau siège constitue un apport qualitatif et un acquis pour l'institution policière locale. Il contribuera à la modernisation du service public de sécurité et à la mise en place de conditions adaptées permettant aux personnels d'accomplir leurs missions dans les meilleures conditions, en tenant compte de l'évolution et des défis sécuritaires actuels.

Il a notamment évoqué le développement des services numériques et le renforcement de la confiance des citoyens envers la police, conformément aux principes d'efficacité et de rendement. Par ailleurs, plusieurs projets de construction de nouveaux sièges de police dans la commune de Tissemsilt ont été présentés au Directeur général de la Sûreté nationale. Ils comprennent le siège de la Sûreté urbaine du quartier Ain Laura, celui de la brigade d'intervention rapide et celui de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ).

Les études relatives à ces projets sont achevées, mais leur réalisation reste conditionnée à l'affectation des enveloppes budgétaires nécessaires au lancement des travaux, indique-t-on. Ces infrastructures visent à accompagner l'expansion ur-

baine que connaît la wilaya, notamment au niveau des nouveaux quartiers.

M. Badaoui a également inspecté le projet de réalisation de 90 logements de type promotionnel aidé (LPA), répartis en deux lots de 80 et 10 logements, situés au quartier Sidi El-Houari et destinés aux personnels de la Sûreté nationale.

A cette occasion, il a reçu une présentation du projet du directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya, Abdelkrim Derkaoui, chargé de sa réalisation. Ce dernier a indiqué que le taux d'avancement des travaux dépassait 60 %. Le même responsable a précisé que ce projet, auquel une enveloppe financière de plus de 440 millions de dinars a été consacrée, devrait être réceptionné à la fin de l'année 2027.

Le Directeur général de la Sûreté nationale s'est également rendu sur le chantier de réalisation d'un siège de Sûreté urbaine au niveau du pôle urbain ChahidSouidani-Boudjemaa, dans la zone de Boumengouche. Ce projet bénéficie d'une enveloppe financière estimée à 180 millions de dinars.

Le taux d'avancement des travaux y dépasse 77 %, et la réception de cette infrastructure est prévue avant la fin de l'année en cours.

Enfin, M. Badaoui a inspecté le siège de la 16e Unité républicaine de sécurité (URS), situé dans la commune de Tissemsilt.

RS

JUSTICE

LOTFI BOUDJEMAA INSTALLE LA COMMISSION CHARGÉE DE PROPOSER LA MODIFICATION DES DISPOSITIONS DU CODE PÉNAL

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a procédé, mercredi, à l'installation de la commission chargée de proposer la modification des dispositions du Code pénal, indique un communiqué du ministère.

Cette commission est "composée de conseillers à la Cour suprême et au Conseil d'Etat, de magistrats

des cours de justice, d'avocats et de cadres de l'administration centrale" et "pourra faire appel, dans le cadre de ses travaux, à tout expert ou spécialiste des questions pertinentes qu'elle jugera utile", précise la même source.

La commission "jouit, à cet effet, de toutes les prérogatives et dispose de tous les moyens nécessaires

à l'accomplissement de sa mission dans les meilleures conditions", ajoute le communiqué, précisant qu'elle "entamera ses travaux directement après son installation et remettra ses résultats dans un délai de quatre (4) mois".

RA